



# Chapitre 1

## **BILAN SOCIAL 2017 EDF SA**

Présentation pour avis  
CCE du 12 avril 2018

# SOMMAIRE

PREAMBULE

RESUME

AVIS DEMANDE

## 1. EMPLOI

### 1.1. LES EFFECTIFS

- 1.1.1. Effectif total en décembre
- 1.1.2. Effectif permanent
- 1.1.3. Nombre de salariés liés par un contrat à durée déterminée au 31 décembre
- 1.1.4. Effectif mensuel moyen de l'année
- 1.1.5. Répartition par sexe de l'effectif total en décembre
- 1.1.6. Répartition par âge de l'effectif total en décembre
- 1.1.7. Répartition de l'effectif statutaire et non statutaire CDI en décembre selon l'ancienneté
- 1.1.8. Répartition de l'effectif total en décembre selon la nationalité
- 1.1.9. Répartition de l'effectif total en décembre selon une structure de qualification détaillée et par statut et par sexe
- 1.1.9 bis. Répartition de l'effectif total en décembre par plage M3E

### 1.2. TRAVAILLEURS EXTERIEURS

- 1.2.1. Nombre de salariés appartenant à une Entreprise extérieure
- 1.2.2. Nombre de stagiaires scolaires
- 1.2.3. Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires
- 1.2.4. Durée moyenne des contrats de travail temporaire
- 1.2.5. Salariés détachés en mobilité à l'international
- 1.2.6. Salariés détachés accueillis

### 1.3. LES EMBAUCHES AU COURS DE L'ANNEE

- 1.3.1. Nombre d'embauches en contrat à durée indéterminée
- 1.3.2. Nombre d'embauches en contrat à durée déterminée
- 1.3.3. Nombre d'embauches de salariés de moins de 25 ans

### 1.4. LES DEPARTS AU COURS DE L'ANNEE

- 1.4.1. Total des départs
- 1.4.1 bis. Nombre de départs en retraite des CDI
- 1.4.2. Nombre de démissions
- 1.4.3. Nombre de licenciements pour cause économique
- 1.4.4. Nombre de licenciements pour d'autres causes
- 1.4.5. Nombre de fins de contrats à durée déterminée
- 1.4.6. Nombre de départs au cours de la période d'essai
- 1.4.7. Nombre de mutations inter-sociétés
- 1.4.7 bis. Nombre de mutations d'un établissement à un autre
- 1.4.8. Nombre de départs volontaires en retraite et pré-retraite (salariés statutaires)

1.4.9. Nombre de décès

## 1.5. LES PROMOTIONS

1.5.1. Nombre de salariés promus dans l'année dans un collège supérieur

1.5.1 bis. Nombre de salariés promus dans l'année dans une catégorie supérieure par plage M3E

## 1.6. CHOMAGE

1.6.1. Nombre de salariés mis en chômage partiel pendant l'année

1.6.2. Nombre total d'heures de chômage partiel pendant l'année considérée

## 1.7. LES SALARIES EN SITUATION DE HANDICAP

1.7.1. Nombre de salariés ayant le statut de travailleurs handicapés au 31 décembre

1.7.2. Nombre de salariés reconnus travailleurs handicapés à la suite d'accidents du travail survenus dans l'Entreprise au 31 décembre

## 1.8. L'ABSENTEISME

1.8.1. Nombre d'heures d'absence (hors congés annuels et grèves)

1.8.2. Durée effective du travail (nombre d'heures théoriques travaillées)

1.8.3. Nombre d'heures d'absence pour maladie

1.8.4. Répartition des heures d'absence pour maladie

1.8.5. Nombre d'heures d'absence pour accidents du travail, de trajet ou de maladie professionnelle

1.8.6. Nombre d'heures d'absence pour congé de maternité ou d'adoption et congé de paternité et d'accueil de l'enfant

1.8.7. Nombre d'heures d'absence pour congés autorisés (événements familiaux, congés mères de famille, congés spéciaux...)

1.8.8. Nombre d'heures d'absence imputables à d'autres causes

# 2. REMUNERATIONS ET CHARGES ACCESSOIRES

## 2.1. MONTANT DES REMUNERATIONS

2.1.1. Masse salariale annuelle totale

2.1.2. Rémunération mensuelle moyenne brute

2.1.2 bis. Rémunération mensuelle moyenne par plage M3E brute

2.1.3 Ratio : primes non mensuelles / rémunérations annuelles brutes totales

2.1.3 bis. Part des primes non mensuelles par plage M3E

2.1.4. Grille des rémunérations

## 2.2. HIERARCHIE DES REMUNERATIONS

2.2.1. Rapport entre la rémunération moyenne des cadres et la rémunération moyenne des salariés d'exécution

2.2.2. Montant global annuel des dix rémunérations brutes les plus élevées (sans distinction statutaires ou non-statutaires)

## 2.3. MODE DE CALCUL DES REMUNERATIONS

2.3.1. Pourcentage des salariés dont le salaire dépend en tout ou partie du rendement

2.3.2. Pourcentage des salariés d'exécution payés au mois sur la base de l'horaire affiché

## 2.4. CHARGES ACCESSOIRES

2.4.1. Avantages sociaux dans l'Entreprise

2.4.2. Montants des versements effectués à des Entreprises extérieures pour mise à disposition de personnel

## 2.5. CHARGE SALARIALE GLOBALE

2.5.1. Frais de personnel rapportés au chiffre d'affaires hors taxes et à la valeur ajoutée

## 2.6. PARTICIPATION FINANCIERE DES SALARIES

2.6.1. Montant global de la réserve de participation

2.6.2. Montant moyen de l'intéressement par salarié

2.6.3. Part du capital détenue par les salariés

# 3. CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

## 3.1. ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DE TRAJET

3.1.1a. Nombre d'accidents (en service) avec arrêt de travail

3.1.1b. Taux de fréquence des accidents du travail (en service)

3.1.2. Nombre de jours d'arrêt à la suite d'accidents en service et taux de gravité

3.1.3. Nombre d'incapacités permanentes (partielles ou totales) notifiées à l'Entreprise au cours de l'année

3.1.4. Nombre d'accidents mortels

3.1.5. Nombre d'accidents de trajet ayant entraîné un arrêt de travail

3.1.6. Nombre d'accidents avec arrêt dont est victime le personnel temporaire ou de prestation de service dans l'Entreprise

3.1.7. Taux et montant de la cotisation sécurité sociale d'accidents du travail

## 3.2. REPARTITION DES ACCIDENTS EN SERVICE PAR ELEMENTS MATERIELS

3.2.1. Nombre d'accidents liés à l'existence de risques graves – Codes 32 à 40

3.2.2. Nombre d'accidents liés à des chutes de dénivellation – Code 02

3.2.3. Nombre d'accidents occasionnés par des machines (à l'exception de ceux liés aux risques 321 et 322) – Codes 09 à 30

3.2.4. Nombre d'accidents de circulation, manutention, stockage – Codes 01-03-04-06-07-08

3.2.5. Nombre d'accidents occasionnés par des objets, masses, particules en mouvement accidentel – Code 05

3.2.6. Nombre d'accidents occasionnés par des outils individuels à main – Code 31

3.2.7. Autres cas – Codes 98 et 99

## 3.3. MALADIES PROFESSIONNELLES

3.3.1. Nombre de types de maladies professionnelles déclarées à la sécurité sociale au cours de l'année (salariés EDF et mixtes)

3.3.2. Nombre de salariés atteints par des affections pathologiques à caractère professionnel et caractérisation de celles-ci

3.3.3. Nombre de déclarations par l'employeur de procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles

## 3.4. COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE

3.4.1. Nombre de CHSCT

3.4.2. Nombre de réunions CHSCT

## 3.5. DEPENSES EN MATIERE DE SECURITE

3.5.1. Effectif formé à la sécurité dans l'année

3.5.2. Montants des dépenses de sécurité effectuées au cours de l'année

## 4. AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

### 4.1. DUREE ET AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

- 4.1.1. Nombre d'heures travaillées dans l'année
- 4.1.2. Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur
- 4.1.3. Nombre de salariés bénéficiaires d'un système d'horaires individualisés
- 4.1.4. Nombre de salariés à temps partiel en décembre (hors salariés en réduction collective du temps de travail)
- 4.1.5. Nombre de salariés en réduction collective du temps de travail
- 4.1.6. Nombre moyen de jours de congés annuels et congés d'ancienneté (non compris le repos compensateur) pour les statutaires
- 4.1.7. Nombre de jours fériés payés

### 4.2. ORGANISATION ET CONTENU DU TRAVAIL

- 4.2.1. Nombre de salariés en services continus
- 4.2.2. Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans
- 4.2.3. Personnel utilisé à des tâches répétitives

### 4.3. CONDITIONS PHYSIQUES DE TRAVAIL

- 4.3.1. Nombre de personnes exposées de façon habituelle et régulière à plus de 85 décibels à leur poste de travail
- 4.3.5. Nombre d'analyses de produits toxiques

### 4.4. TRANSFORMATION DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

- 4.4.1. Expériences de transformation de l'organisation du travail en vue d'en améliorer le contenu

### 4.6. MEDECINE DU TRAVAIL

- 4.6.1. Nombre d'examens cliniques
- 4.6.2. Nombre d'examens complémentaires
- 4.6.3. Part du temps consacré par les médecins du travail à l'analyse et à l'intervention en milieu de travail

### 4.7. TRAVAILLEURS INAPTES

- 4.7.1. Nombre de salariés déclarés définitivement inaptes à leur emploi par le médecin du travail
- 4.7.2. Nombre de salariés reclassés dans l'Entreprise à la suite d'une inaptitude

## 5. FORMATION

### 5.1. FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

- 5.1.1. Pourcentage de l'assiette des rémunérations soumises aux cotisations de sécurité sociale du régime général afférent à la formation continue
- 5.1.2. Montant consacré à la formation continue
- 5.1.3. Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage
- 5.1.3 bis. Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage par plage M3E
- 5.1.4. Nombre d'heures de formation
- 5.1.4 bis. Nombre d'heures de formation par plage M3E
- 5.1.5. Décomposition par catégories (nombre de salariés)

### 5.2. CONGES FORMATION

- 5.2.1. Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé individuel de formation rémunéré
- 5.2.2. Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé individuel de formation non rémunéré

5.2.3. Nombre de salariés dont le congé individuel de formation a été refusé par l'UNAGECIF

### 5.3. ALTERNANCE

5.3.1. Nombre de contrats en alternance conclus dans l'année

## 6. RELATIONS PROFESSIONNELLES

### 6.1. ORGANISMES NATIONAUX, REPRESENTANTS DU PERSONNEL ET DELEGUES SYNDICAUX

6.1.1. Conseil d'administration

6.1.2. Participation et résultats aux élections de représentants du personnel

6.1.3. Volume global des crédits d'heures utilisés pendant l'année

6.1.4. Nombre de réunions avec les représentants du personnel et les délégués syndicaux

6.1.5. Dates de signature et objets des accords collectifs EDF SA 2017, 2016 & 2015

6.1.6. Nombre de personnes bénéficiaires d'un congé de formation économique sociale et syndicale

### 6.2. INFORMATION ET COMMUNICATION

6.2.1. Nombre d'heures consacrées aux différentes formes de réunion du personnel

6.2.2. Eléments caractéristiques du système d'accueil

6.2.3. Eléments caractéristiques du système d'information

6.2.4. Eléments caractéristiques du système d'entretiens individuels

### 6.3. DIFFERENDS CONCERNANT L'APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL

6.3.1. Nombre de recours à des modes de solution non juridictionnels engagés dans l'année (EDF et Mixtes)

6.3.2. Nombre d'instances judiciaires engagées dans l'année où l'Entreprise est en cause (EDF et Mixtes)

6.3.3. Nombre de mises en demeure et nombre de procès verbaux de l'inspecteur du travail pendant l'année (EDF et Mixtes)

## 7. AUTRES CONDITIONS DE VIE RELEVANT DE L'ENTREPRISE

### 7.1. ACTIVITES SOCIALES

7.1.1. Contribution au financement des activités sociales

7.1.2. Autres dépenses réalisées directement par l'Entreprise

7.1.3. Montant total des subventions versées aux Comités d'Etablissement EDF SA

### 7.2. AUTRES CHARGES SOCIALES

7.2.1. Coût pour l'Entreprise des prestations complémentaires maladie et décès

7.2.2. Coût pour l'Entreprise des prestations complémentaires vieillesse

7.2.4. Coût pour l'Entreprise de l'utilisation du compte personnel de prévention de la pénibilité

## PREAMBULE

Pour s'adapter à un contexte industriel et technologique complexe, en forte évolution et dans lequel les conditions de marché et la concurrence constituent des facteurs d'évolution rapide, l'Entreprise est engagée dans d'importantes transformations en soutien de la stratégie CAP 2030. Pour accompagner cette transformation, et afin de répondre aux enjeux de CAP 2030 et aux attentes des salariés, l'Ambition Humaine, qui guide les actions et chantiers du domaine, s'appuie sur 5 priorités :

- Développer une culture numérique et de nouveaux modes de travail ;
- Responsabiliser et simplifier ;
- Développer et adapter les compétences ;
- Transformer le modèle de reconnaissance ;
- Etre une référence en matière de santé et sécurité.

Le Bilan Social de l'année 2017 donne une vision quantitative des principales actions qui relèvent de la politique sociale de l'Entreprise. Une analyse plus qualitative sera présentée lors de l'examen futur des blocs relatifs à la politique sociale.

A fin 2017, l'effectif d'EDF SA est de **66 503 salariés**, avec une moyenne d'âge de 41,7 ans. C'est au niveau du collège exécution que la moyenne d'âge est la plus basse avec 36,5 ans, vient ensuite le collège maîtrise avec 41 ans et le collège cadre avec 43,3 ans.

Pour anticiper les besoins en compétences de l'Entreprise, différents leviers ont été actionnés :

- le recrutement avec 1 679 recrutements statutaires, priorité étant donnée à la mobilité interne,
- la formation avec 59 000 salariés bénéficiaires et un budget formation représentant 9 % de la masse salariale,
- l'alternance avec l'accueil de 2 152 nouveaux apprentis ou contrats de professionnalisation pour répondre à ses besoins en termes de renouvellement de compétences, et également pour agir en faveur de la qualification et de l'insertion professionnelle des jeunes ou des personnes éloignées de l'emploi.

La mobilisation de l'Entreprise en matière de prévention-sécurité s'est poursuivie.

Employeur responsable, EDF SA s'attache à faire vivre un dialogue social et une concertation de qualité. En 2017, le dialogue social a été marqué par la négociation de plusieurs accords collectifs, notamment celui relatif à la qualité de vie au travail avec l'accord égalité professionnelle entre les femmes et les hommes signé le 20 juin 2017 et un accord innovant sur le parcours des mandats signé unanimement le 25 juillet 2017. L'année 2017 a été marquée par la présentation aux instances de représentation du personnel ainsi que dans les instances de dialogue conventionnelles, de nombreux dossiers stratégiques et opérationnels, dont 57 au Comité Central d'Entreprise.

## **RESUME**

Le présent document qui est le fruit de la collaboration de nombreuses entités ayant permis le calcul et la collecte des indicateurs constitue le bilan social d'EDF SA pour l'année 2017. Conformément aux dispositions de l'article R.2323-17 du Code du Travail, il se compose de 7 chapitres qui donnent le résultat des collectes sur :

- l'emploi ;
- les rémunérations et charges accessoires ;
- les conditions d'hygiène et de sécurité ;
- les autres conditions de travail ;
- la formation ;
- les relations professionnelles ;
- les autres conditions de vie relevant de l'Entreprise.

## **AVIS DEMANDE**

L'avis du CCE est demandé sur le Bilan Social 2017 d'EDF SA.

En 2017, EDF SA a poursuivi sa transformation pour s'adapter à un contexte externe en forte évolution (pression concurrentielle accrue, évolutions technologiques) tout en accompagnant ses projets de développement (nouveau nucléaire, Grand Carénage, développement à l'international ...).

La baisse de ses effectifs engagée depuis 2016 s'est maintenue en 2017 mais à un rythme ralenti. Cette évolution s'explique notamment par la réduction de l'activité commerciale, l'arrêt d'exploitation de tranches de production thermique à flamme, la résorption progressive des pépinières techniques mises en place pour faire face aux départs en retraite ainsi que l'effort de productivité et de simplification engagé par les Métiers. L'année 2017 a néanmoins vu se renforcer les ressources de certains métiers comme le nucléaire nouveau ou les systèmes énergétiques insulaires.

Conséquence de la structure démographique de la population d'EDF SA, un infléchissement de la trajectoire des départs en retraite a été constaté en 2017.

Dans l'optique d'une politique Emploi qui vise désormais à privilégier la mobilité interne par rapport aux recrutements externes afin de mieux soutenir l'employabilité des salariés et favoriser leurs parcours professionnels, les flux entre Directions ou avec d'autres entreprises du Groupe se sont renforcés. Les volumes de recrutement sont restés quant à eux constants en 2017, principalement orientés vers les métiers des filières techniques. A ce titre, l'alternance, en faveur de laquelle EDF s'est engagée historiquement, a constitué un vivier d'excellence, avec 1 embauche sur 3 réalisée à partir des effectifs en alternance, soit un résultat bien supérieur à l'engagement pris dans l'accord Compétences signé fin 2016.

# 1. EMPLOI

## 1.1. LES EFFECTIFS

Par convention, l'**effectif présenté au Bilan Social** est celui au 31 décembre 2017 et comprend :

- les salariés statutaires à temps plein et à temps partiel, à l'exception de ceux dont le contrat de travail est suspendu, de ceux mis à disposition et de ceux détachés à l'extérieur d'EDF SA,
- les salariés non statutaires en contrat à durée indéterminée, y compris les médecins du travail ;
- les salariés en contrat à durée déterminée, dont les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation.

Les salariés mixtes sont dénombrés au prorata de leur part EDF, représentative de leur activité et sont répartis dans les unités SEI Corse et DGSC de la DSP. La répartition des effectifs mixtes selon leur part EDF est arrondie à l'entier le plus voisin.

Hormis le cas précédent, chaque salarié compte pour un quel que soit son temps de travail.

### 1.1.1. Effectif total en décembre

*Effectif de référence connu au moment des opérations de paie en décembre.*

**Au 31 décembre 2017, l'effectif total d'EDF SA s'élève à 66 503 salariés.**

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	20 462	8 406	28 868	20 292	8 443	28 736	2 811	1 823	4 634
	2016	21 194	8 370	29 565	20 831	8 774	29 605	2 897	1 985	4 881
	2015	21 836	8 579	30 415	21 548	9 567	31 114	3 035	2 256	5 291
NON STATUTAIRES CDI	2017	258	200	458	2	13	15	2	11	13
	2016	247	192	439	4	9	13	2	12	14
	2015	243	183	426	3	11	14	1	15	16
NON STATUTAIRES CDD	2017	102	51	153	1 004	762	1 766	1 060	800	1 860
	2016	104	61	165	946	756	1 702	1 014	795	1 810
	2015	153	103	256	1 043	807	1 850	1 140	922	2 062
EFFECTIF TOTAL	2017	20 822	8 657	29 479	21 298	9 218	30 517	3 873	2 633	6 507
	2016	21 545	8 623	30 169	21 781	9 539	31 320	3 913	2 792	6 705
	2015	22 232	8 865	31 097	22 594	10 385	32 978	4 176	3 193	7 370

**Remarque sur ce tableau : ajout des thésards** dans les non statutaires CDD (124 thésards en 2017 ; 139 thésards en 2016 ; 156 thésards en 2015).

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	43 565	18 672	62 238
	2016	44 923	19 129	64 052
	2015	46 419	20 402	66 820
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	262	224	486
	2016	253	213	466
	2015	247	209	456
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	2 166	1 613	3 779
	2016	2 064	1 612	3 677
	2015	2 336	1 832	4 168
EFFECTIF TOTAL	2017	45 994	20 509	66 503
	2016	47 240	20 955	68 194
	2015	49 002	22 443	71 445

		Cadres	Maîtrise	Exécution
TOTAL STATUTAIRE	2017	28 868	28 736	4 634
	2016	29 565	29 605	4 881
	2015	30 415	31 114	5 291
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	458	15	13
	2016	439	13	14
	2015	426	14	16
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	153	1 766	1 860
	2016	165	1 702	1 810
	2015	256	1 850	2 062
EFFECTIF TOTAL	2017	29 479	30 517	6 507
	2016	30 169	31 320	6 705
	2015	31 097	32 978	7 370

Répartition en pourcentage des trois collèges :

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
% EFFECTIF STATUTAIRE DANS L'EFFECTIF TOTAL	2017	32,9 %	13,5 %	46,4 %	32,6 %	13,6 %	46,2 %	4,5 %	2,9 %	7,4 %
	2016	33,1 %	13,1 %	46,2 %	32,5 %	13,7 %	46,2 %	4,5 %	3,1 %	7,6 %
	2015	32,7 %	12,8 %	45,5 %	32,2 %	14,3 %	46,6 %	4,5 %	3,4 %	7,9 %

		Cadres	Maîtrise	Exécution
% EFFECTIF STATUTAIRE DANS L'EFFECTIF TOTAL	2017	46,4 %	46,2 %	7,4 %
	2016	46,2 %	46,2 %	7,6 %
	2015	45,5 %	46,6 %	7,9 %

## 1.1.2. Effectif permanent

L'effectif permanent est constitué de l'ensemble des salariés statutaires et non statutaires CDI décomptés aux effectifs en début d'année et qui le sont encore en fin d'année.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	19 886	8 085	27 972	19 616	8 154	27 770	2 528	1 705	4 233
	2016	20 702	8 037	28 739	20 206	8 549	28 756	2 662	1 889	4 551
	2015	21 093	8 133	29 226	20 690	9 241	29 930	2 738	2 144	4 882
NON STATUTAIRE CDI	2017	226	176	402	2	10	12	2	10	12
	2016	211	166	377	3	8	11	2	12	14
	2015	209	155	364	3	9	12	1	15	16
EFFECTIF TOTAL	2017	20 112	8 261	28 374	19 618	8 164	27 782	2 530	1 715	4 245
	2016	20 913	8 203	29 116	20 209	8 557	28 767	2 664	1 901	4 565
	2015	21 302	8 288	29 590	20 693	9 250	29 942	2 739	2 159	4 898

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	42 031	17 944	59 975
	2016	43 570	18 476	62 046
	2015	44 521	19 517	64 038
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	230	196	426
	2016	216	186	402
	2015	213	179	392
EFFECTIF TOTAL	2017	42 261	18 140	60 401
	2016	43 786	18 662	62 448
	2015	44 734	19 696	64 430

## 1.1.3. Nombre de salariés liés par un contrat à durée déterminée au 31 décembre

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
NOMBRE SALARIES CDD	2017	102	51	153	1 004	762	1 766	1 060	800	1 860
	2016	104	61	165	946	756	1 702	1 014	795	1 810
	2015	153	103	256	1 043	807	1 850	1 140	922	2 062

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL SALARIES CDD	2017	2 166	1 613	3 779
	2016	2 064	1 612	3 677
	2015	2 336	1 832	4 168

		Cadres	Maîtrise	Exécution
NOMBRE SALARIES CDD	2017	153	1 766	1 860
	2016	165	1 702	1 810
	2015	256	1 850	2 062

### 1.1.4. Effectif mensuel moyen de l'année

L'effectif moyen est calculé comme le douzième de la somme des effectifs mensuels.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	<b>20 812</b>	<b>8 363</b>	<b>29 175</b>	<b>20 531</b>	<b>8 622</b>	<b>29 153</b>	<b>2 791</b>	<b>1 888</b>	<b>4 679</b>
	2016	21 663	8 616	30 279	21 247	9 290	30 537	2 955	2 114	5 069
	2015	21 775	8 400	30 174	21 746	9 697	31 443	3 057	2 355	5 412
NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>255</b>	<b>197</b>	<b>451</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>13</b>
	2016	247	185	432	3	10	13	2	13	16
	2015	237	176	413	3	12	15	2	14	16
NON STATUTAIRES CDD	2017	<b>102</b>	<b>53</b>	<b>155</b>	<b>936</b>	<b>748</b>	<b>1 684</b>	<b>1 006</b>	<b>766</b>	<b>1 772</b>
	2016	115	72	188	943	736	1 679	1 055	861	1 916
	2015	141	98	239	966	775	1 741	1 205	968	2 173
EFFECTIF MENSUEL MOYEN	2017	<b>21 169</b>	<b>8 613</b>	<b>29 782</b>	<b>21 469</b>	<b>9 384</b>	<b>30 853</b>	<b>3 799</b>	<b>2 665</b>	<b>6 464</b>
	2016	22 026	8 873	30 899	22 193	10 036	32 230	4 012	2 988	7 001
	2015	22 153	8 673	30 826	22 715	10 483	33 198	4 264	3 337	7 601

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	<b>44 134</b>	<b>18 873</b>	<b>63 007</b>
	2016	45 865	20 020	65 885
	2015	46 578	20 451	67 029
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>259</b>	<b>221</b>	<b>481</b>
	2016	253	208	461
	2015	242	201	444
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	<b>2 044</b>	<b>1 567</b>	<b>3 611</b>
	2016	2 113	1 669	3 783
	2015	2 312	1 841	4 152
TOTAL EFFECTIF MENSUEL MOYEN	2017	<b>46 437</b>	<b>20 661</b>	<b>67 098</b>
	2016	48 231	21 898	70 129
	2015	49 132	22 493	71 625

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	<b>29 175</b>	<b>29 153</b>	<b>4 679</b>
	2016	30 279	30 537	5 069
	2015	30 174	31 443	5 412
NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>451</b>	<b>16</b>	<b>13</b>
	2016	432	13	16
	2015	413	15	16
NON STATUTAIRES CDD	2017	<b>155</b>	<b>1 684</b>	<b>1 772</b>
	2016	188	1 679	1 916
	2015	239	1 741	2 173
EFFECTIF MENSUEL MOYEN	2017	<b>29 782</b>	<b>30 853</b>	<b>6 464</b>
	2016	30 899	32 230	7 001
	2015	30 826	33 198	7 601

## 1.1.5. Répartition par sexe de l'effectif total en décembre

### Taux de féminisation à EDF SA

Le taux de féminisation représenté est le pourcentage de femmes par rapport à l'effectif de chacun des collèges.

		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
TOTAL	2017	29,4 %	30,2 %	40,5 %	30,8 %
	2016	28,6 %	30,5 %	41,6 %	30,7 %
	2015	28,5 %	31,5 %	43,3 %	31,4 %

### Ventilation en pourcentage par collège et par sexe :

		Cadres		Maîtrise		Exécution	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
STATUTAIRE	2017	71 %	29 %	71 %	29 %	61 %	39 %
	2016	72 %	28 %	70 %	30 %	59 %	41 %
	2015	72 %	28 %	69 %	31 %	57 %	43 %
NON STATUTAIRE CDI	2017	56 %	44 %	13 %	87 %	15 %	85 %
	2016	56 %	44 %	31 %	69 %	14 %	86 %
	2015	57 %	43 %	21 %	79 %	6 %	94 %
NON STATUTAIRE CDD	2017	67 %	33 %	57 %	43 %	57 %	43 %
	2016	63 %	37 %	56 %	44 %	56 %	44 %
	2015	60 %	40 %	56 %	44 %	55 %	45 %
EFFECTIF TOTAL	2017	71 %	29 %	70 %	30 %	60 %	40 %
	2016	71 %	29 %	70 %	30 %	58 %	42 %
	2015	71 %	29 %	69 %	31 %	57 %	43 %

		Total Hommes	Total Femmes
TOTAL STATUTAIRE	2017	70 %	30 %
	2016	70 %	30 %
	2015	69 %	31 %
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	54 %	46 %
	2016	54 %	46 %
	2015	54 %	46 %
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	57 %	43 %
	2016	56 %	44 %
	2015	56 %	44 %
EFFECTIF TOTAL	2017	69 %	31 %
	2016	69 %	31 %
	2015	69 %	31 %

## 1.1.6. Répartition par âge de l'effectif total en décembre

### Moins de 25 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	171	79	250	1 103	235	1 337	291	38	329
	2016	164	89	253	1 264	285	1 548	373	59	432
	2015	257	149	406	1 489	371	1 860	402	99	501
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	15	12	27	829	581	1 410	903	592	1 495
	2016	17	11	28	774	575	1 349	846	567	1 414
	2015	40	29	69	849	584	1 433	926	632	1 558
EFFECTIF TOTAL	2017	186	91	277	1 932	816	2 747	1 194	629	1 824
	2016	181	100	281	2 038	860	2 897	1 219	626	1 846
	2015	297	178	475	2 338	955	3 293	1 328	731	2 059

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	1 565
	2016	1 800	433	2 233
	2015	2 148	619	2 767
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	1 747	1 185	2 932
	2016	1 637	1 153	2 791
	2015	1 815	1 245	3 060
EFFECTIF TOTAL	2017	3 312	1 536	4 848
	2016	3 438	1 586	5 024
	2015	3 963	1 864	5 827

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	250
	2016	253	1 548	432
	2015	406	1 860	501
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	27	1 410	1 495
	2016	28	1 349	1 414
	2015	69	1 433	1 558
EFFECTIF TOTAL	2017	277	2 747	1 824
	2016	281	2 897	1 846
	2015	475	3 293	2 059

## De 25 à 35 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	5 673	2 890	8 563	7 091	2 011	9 102	1 484	785	2 269
	2016	5 829	2 957	8 786	6 959	2 034	8 993	1 447	903	2 350
	2015	5 814	2 903	8 717	6 671	2 046	8 717	1 503	1 059	2 561
NON STATUTAIRES CDI	2017	40	32	72	0	1	1	0	1	1
	2016	35	28	63	0	0	0	0	0	0
	2015	30	25	55	1	2	3	0	0	0
NON STATUTAIRES CDD	2017	82	36	118	148	129	277	136	161	297
	2016	82	46	128	150	133	283	144	173	317
	2015	98	67	165	170	174	344	179	214	393
EFFECTIF TOTAL	2017	5 795	2 958	8 753	7 239	2 141	9 380	1 620	947	2 567
	2016	5 946	3 031	8 977	7 109	2 167	9 276	1 591	1 076	2 667
	2015	5 942	2 995	8 937	6 842	2 222	9 064	1 681	1 273	2 954

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES	2017	14 248
	2016	14 236	5 893	20 129
	2015	13 987	6 008	19 995
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	40	34	74
	2016	35	28	63
	2015	31	27	58
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	366	326	692
	2016	376	352	728
	2015	447	455	902
EFFECTIF TOTAL	2017	14 654	6 046	20 700
	2016	14 647	6 273	20 920
	2015	14 465	6 490	20 955

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRES	2017	8 563
	2016	8 786	8 993	2 350
	2015	8 717	8 717	2 561
NON STATUTAIRES CDI	2017	72	1	1
	2016	63	0	0
	2015	55	3	0
NON STATUTAIRES CDD	2017	118	277	297
	2016	128	283	317
	2015	165	344	393
EFFECTIF TOTAL	2017	8 753	9 380	2 567
	2016	8 977	9 276	2 667
	2015	8 937	9 064	2 954

## De 36 à 45 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	5 129	2 613	7 742	5 430	2 634	8 063	612	605	1 217
	2016	5 134	2 631	7 765	5 469	2 804	8 273	618	603	1 221
	2015	5 147	2 692	7 839	5 546	2 955	8 501	615	625	1 241
NON STATUTAIRES CDI	2017	61	62	123	1	4	5	0	0	0
	2016	59	54	113	3	2	5	0	0	0
	2015	63	50	113	1	2	3	0	1	1
NON STATUTAIRES CDD	2017	1	1	2	4	16	20	11	27	38
	2016	1	0	1	3	14	17	13	33	46
	2015	1	3	4	7	12	19	24	40	64
EFFECTIF TOTAL	2017	5 191	2 676	7 867	5 435	2 654	8 088	623	632	1 255
	2016	5 194	2 685	7 879	5 475	2 820	8 295	631	636	1 267
	2015	5 211	2 745	7 956	5 554	2 969	8 523	639	666	1 306

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES	2017	11 170
	2016	11 221	6 038	17 258
	2015	11 308	6 272	17 580
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	62	66	128
	2016	62	56	118
	2015	64	53	117
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	16	44	60
	2016	17	47	64
	2015	32	55	87
EFFECTIF TOTAL	2017	11 248	5 962	17 211
	2016	11 300	6 141	17 440
	2015	11 404	6 380	17 784

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRES	2017	7 742
	2016	7 765	8 273	1 221
	2015	7 839	8 501	1 241
NON STATUTAIRES CDI	2017	123	5	0
	2016	113	5	0
	2015	113	3	1
NON STATUTAIRES CDD	2017	2	20	38
	2016	1	17	46
	2015	4	19	64
EFFECTIF TOTAL	2017	7 867	8 088	1 255
	2016	7 879	8 295	1 267
	2015	7 956	8 523	1 306

## De 46 à 55 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	6 496	2 042	8 538	5 456	2 548	8 004	340	274	614
	2016	6 643	1 947	8 590	5 784	2 679	8 463	362	282	644
	2015	7 045	2 060	9 105	6 379	3 121	9 500	416	305	721
NON STATUTAIRES CDI	2017	79	53	132	1	6	7	0	5	5
	2016	73	54	127	1	4	5	0	7	7
	2015	67	50	117	1	3	4	0	7	7
NON STATUTAIRES CDD	2017	1	0	1	1	4	5	3	12	15
	2016	0	1	1	3	4	7	4	7	11
	2015	3	2	5	2	7	9	3	17	20
EFFECTIF TOTAL	2017	6 576	2 095	8 671	5 458	2 558	8 016	343	291	634
	2016	6 716	2 002	8 718	5 788	2 687	8 475	366	296	662
	2015	7 115	2 112	9 226	6 382	3 131	9 513	419	329	748

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES	2017	12 291
	2016	12 789	4 908	17 696
	2015	13 840	5 486	19 326
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	80	64	144
	2016	74	65	139
	2015	68	60	128
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	5	16	21
	2016	7	12	19
	2015	8	26	34
EFFECTIF TOTAL	2017	12 376	4 944	17 321
	2016	12 870	4 985	17 854
	2015	13 915	5 572	19 487

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRES	2017	8 538
	2016	8 590	8 463	644
	2015	9 105	9 500	721
NON STATUTAIRES CDI	2017	132	7	5
	2016	127	5	7
	2015	117	4	77
NON STATUTAIRES CDD	2017	1	5	15
	2016	1	7	11
	2015	5	9	20
EFFECTIF TOTAL	2017	8 671	8 016	634
	2016	8 718	8 475	662
	2015	9 226	9 513	748

## De 56 à 60 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	2 546	694	3 241	1 114	952	2 066	73	93	166
	2016	2 861	659	3 520	1 245	880	2 125	79	99	178
	2015	3 058	694	3 753	1 360	969	2 329	80	123	202
NON STATUTAIRE CDI	2017	32	34	66	0	1	1	2	3	5
	2016	30	34	64	0	1	1	2	2	4
	2015	37	34	71	0	2	2	1	3	4
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	1	1	13	26	39	3	6	9
	2016	3	2	5	14	23	37	4	12	16
	2015	4	1	5	11	23	34	6	18	24
EFFECTIF TOTAL	2017	2 578	729	3 308	1 127	979	2 106	78	102	180
	2016	2 894	695	3 589	1 259	904	2 163	85	113	198
	2015	3 099	729	3 828	1 371	994	2 365	87	144	230

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	3 734
	2016	4 185	1 639	5 823
	2015	4 498	1 786	6 284
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	34	38	72
	2016	32	37	69
	2015	38	39	77
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	16	33	49
	2016	21	37	58
	2015	21	42	63
EFFECTIF TOTAL	2017	3 784	1 810	5 594
	2016	4 238	1 713	5 950
	2015	4 557	1 867	6 424

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	3 241
	2016	3 520	2 125	178
	2015	3 753	2 329	202
NON STATUTAIRE CDI	2017	66	1	5
	2016	64	1	4
	2015	71	2	4
NON STATUTAIRE CDD	2017	1	39	9
	2016	5	37	16
	2015	5	34	24
EFFECTIF TOTAL	2017	3 308	2 106	180
	2016	3 589	2 163	198
	2015	3 828	2 365	230

## 61 ans et plus

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	447	88	535	100	64	164	11	27	38
	2016	564	88	652	112	92	204	17	39	56
	2015	515	81	596	103	105	208	20	45	65
NON STATUTAIRES CDI	2017	46	19	65	0	1	1	0	2	2
	2016	50	22	72	0	2	2	0	3	3
	2015	47	24	70	0	2	2	0	4	4
NON STATUTAIRES CDD	2017	3	1	4	9	6	15	4	2	6
	2016	1	1	2	2	7	9	3	3	6
	2015	7	1	8	4	7	11	2	1	3
EFFECTIF TOTAL	2017	496	108	604	109	71	180	15	31	46
	2016	615	111	726	114	101	215	20	45	65
	2015	568	106	674	107	114	221	22	50	72

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES	2017	558
	2016	692	219	911
	2015	638	231	869
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	46	22	68
	2016	50	27	77
	2015	47	30	76
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	16	9	25
	2016	6	11	17
	2015	13	9	22
EFFECTIF TOTAL	2017	620	210	830
	2016	748	257	1 005
	2015	697	270	967

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRES	2017	535
	2016	652	204	56
	2015	596	208	65
NON STATUTAIRES CDI	2017	65	1	2
	2016	72	2	3
	2015	70	2	4
NON STATUTAIRES CDD	2017	4	15	6
	2016	2	9	6
	2015	8	11	3
EFFECTIF TOTAL	2017	604	180	46
	2016	726	215	65
	2015	674	221	72

**La moyenne d'âge des salariés statutaires**, tous collèges confondus, est de **41,7 ans** : 43,3 ans chez les cadres, 41 ans en maîtrise et 36,5 ans en exécution.  
 En 2016, cette moyenne d'âge était de 41,8 ans  
 En 2015, cette moyenne d'âge était de 42,0 ans.

### 1.1.7. Répartition de l'effectif statutaire et non statutaire CDI en décembre selon l'ancienneté

#### Moins de 5 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	3 164	1 593	4 757	4 323	1 447	5 770	1 265	542	1 807
	2016	3 726	1 980	5 705	4 939	1 745	6 684	1 467	743	2 209
	2015	4 292	2 218	6 509	5 515	1 935	7 450	1 644	1 061	2 706
NON STATUTAIRE CDI	2017	149	112	261	0	10	10	0	1	1
	2016	144	109	253	1	6	7	0	0	0
	2015	143	106	249	2	7	9	0	1	1
EFFECTIF TOTAL	2017	3 313	1 705	5 018	4 323	1 457	5 780	1 265	543	1 808
	2016	3 870	2 089	5 958	4 940	1 751	6 691	1 467	743	2 209
	2015	4 434	2 324	6 758	5 517	1 942	7 459	1 644	1 062	2 707

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	8 752
	2016	10 131	4 467	14 599
	2015	11 451	5 214	16 665
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	149	123	272
	2016	145	115	260
	2015	145	114	259
EFFECTIF TOTAL	2017	8 901	3 705	12 605
	2016	10 276	4 582	14 859
	2015	11 595	5 328	16 923

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	4 757
	2016	5 705	6 684	2 209
	2015	6 509	7 450	2 706
NON STATUTAIRE CDI	2017	261	10	1
	2016	253	7	0
	2015	249	9	1
EFFECTIF TOTAL	2017	5 018	5 780	1 808
	2016	5 958	6 691	2 209
	2015	6 758	7 459	2 707

#### 5 à < 10 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	4 146	2 010	6 156	5 471	1 453	6 924	855	731	1 586
	2016	3 583	1 653	5 236	4 718	1 155	5 873	683	685	1 368
	2015	2 831	1 301	4 132	3 630	895	4 526	551	547	1 097
NON STATUTAIRE CDI	2017	56	49	105	1	3	4	0	2	2
	2016	51	39	90	2	2	4	0	2	2
	2015	44	30	74	0	2	2	0	5	5
EFFECTIF TOTAL	2017	4 202	2 059	6 261	5 472	1 456	6 928	855	733	1 588
	2016	3 634	1 692	5 326	4 720	1 157	5 877	683	687	1 370
	2015	2 875	1 331	4 206	3 630	897	4 528	551	552	1 102

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	10 472	4 194	14 667
	2016	8 985	3 493	12 478
	2015	7 012	2 743	9 755
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	57	54	111
	2016	53	43	96
	2015	44	37	81
EFFECTIF TOTAL	2017	10 529	4 248	14 778
	2016	9 038	3 536	12 574
	2015	7 056	2 780	9 836

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	6 156	6 924	1 586
	2016	5 236	5 873	1 368
	2015	4 132	4 526	1 097
NON STATUTAIRES CDI	2017	105	4	2
	2016	90	4	2
	2015	74	2	5
EFFECTIF TOTAL	2017	6 261	6 928	1 588
	2016	5 326	5 877	1 370
	2015	4 206	4 528	1 102

### 10 à < 15 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	1 228	589	1 817	1 723	932	2 654	260	283	543
	2016	1 093	548	1 641	1 488	916	2 404	249	263	512
	2015	1 398	840	2 238	1 835	1 252	3 088	263	295	557
NON STATUTAIRES CDI	2017	15	7	22	0	0	0	0	2	2
	2016	14	14	28	0	0	0	0	3	3
	2015	20	15	35	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	1 243	596	1 839	1 723	932	2 654	260	285	545
	2016	1 107	562	1 669	1 488	916	2 404	249	266	515
	2015	1 418	855	2 273	1 835	1 252	3 088	263	295	557

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	3 211	1 803	5 014
	2016	2 830	1 727	4 557
	2015	3 496	2 387	5 883
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	15	9	24
	2016	14	17	31
	2015	20	15	35
EFFECTIF TOTAL	2017	3 226	1 812	5 038
	2016	2 844	1 744	4 588
	2015	3 516	2 402	5 918

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	1 817	2 654	543
	2016	1 641	2 404	512
	2015	2 238	3 088	557
NON STATUTAIRES CDI	2017	22	0	2
	2016	28	0	3
	2015	35	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	1 839	2 654	545
	2016	1 669	2 404	515
	2015	2 273	3 088	557

## 15 à < 20 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	3 151	1 894	5 045	2 909	1 952	4 861	154	103	257
	2016	3 199	1 925	5 123	3 165	2 135	5 300	163	112	275
	2015	3 046	1 716	4 762	3 087	2 091	5 178	185	136	321
NON STATUTAIRE CDI	2017	13	17	30	0	0	0	0	1	1
	2016	11	13	24	0	0	0	0	1	1
	2015	9	17	26	0	0	0	0	2	2
EFFECTIF TOTAL	2017	3 164	1 911	5 075	2 909	1 952	4 861	154	104	258
	2016	3 210	1 938	5 147	3 165	2 135	5 300	163	113	276
	2015	3 055	1 732	4 788	3 087	2 091	5 178	185	138	323

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	6 215	3 949	10 163
	2016	6 527	4 171	10 698
	2015	6 318	3 943	10 261
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	13	18	31
	2016	11	14	25
	2015	9	19	28
EFFECTIF TOTAL	2017	6 228	3 967	10 194
	2016	6 538	4 185	10 723
	2015	6 327	3 962	10 289

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	5 045	4 861	257
	2016	5 123	5 300	275
	2015	4 762	5 178	321
NON STATUTAIRE CDI	2017	30	0	1
	2016	24	0	1
	2015	26	0	2
EFFECTIF TOTAL	2017	5 075	4 861	258
	2016	5 147	5 300	276
	2015	4 788	5 178	323

## 20 à < 25 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	2 146	757	2 902	1 438	675	2 113	82	54	136
	2016	2 178	678	2 855	1 503	640	2 143	93	55	148
	2015	2 252	717	2 969	1 746	670	2 416	106	60	166
NON STATUTAIRE CDI	2017	24	13	37	1	0	1	2	5	7
	2016	25	15	40	1	1	2	2	6	8
	2015	25	13	38	1	2	3	1	7	8
EFFECTIF TOTAL	2017	2 170	770	2 939	1 439	675	2 114	84	59	143
	2016	2 203	693	2 895	1 504	641	2 145	95	61	156
	2015	2 277	730	3 007	1 747	672	2 419	107	67	174

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	3 666	1 485	5 151
	2016	3 774	1 372	5 146
	2015	4 104	1 447	5 551
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	27	18	45
	2016	28	22	50
	2015	27	22	49
EFFECTIF TOTAL	2017	3 693	1 503	5 196
	2016	3 802	1 394	5 196
	2015	4 131	1 469	5 600

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	2 902	2 113	136
	2016	2 855	2 143	148
	2015	2 969	2 416	166
NON STATUTAIRE CDI	2017	37	1	7
	2016	40	2	8
	2015	38	3	8
EFFECTIF TOTAL	2017	2 939	2 114	143
	2016	2 895	2 145	156
	2015	3 007	2 419	174

### 25 à < 30 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	2 301	524	2 825	1 902	487	2 389	86	39	125
	2016	2 146	512	2 657	1 916	520	2 436	104	40	144
	2015	1 948	570	2 518	1 848	668	2 516	116	47	163
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	2 301	524	2 825	1 902	487	2 389	86	39	125
	2016	2 146	512	2 657	1 916	520	2 436	104	40	144
	2015	1 948	570	2 518	1 848	668	2 516	116	47	163

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	4 289	1 050	5 338
	2016	4 166	1 072	5 238
	2015	3 912	1 285	5 197
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	4 289	1 050	5 338
	2016	4 166	1 072	5 238
	2015	3 912	1 285	5 197

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	2 825	2 389	125
	2016	2 657	2 436	144
	2015	2 518	2 516	163
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	2 825	2 389	125
	2016	2 657	2 436	144
	2015	2 518	2 516	163

### 30 à < 35 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	2 148	598	2 747	1 351	759	2 110	62	42	104
	2016	2 892	760	3 652	1 867	1 151	3 018	93	55	148
	2015	3 991	926	4 917	2 792	1 511	4 303	140	75	214
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	1	2	3	0	0	0	0	0	0
	2015	1	2	3	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	2 148	598	2 747	1 351	759	2 110	62	42	104
	2016	2 893	762	3 655	1 867	1 151	3 018	93	55	148
	2015	3 992	928	4 920	2 792	1 511	4 303	140	75	214

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	3 562
	2016	4 852	1 966	6 818
	2015	6 923	2 512	9 434
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	1	2	3
	2015	1	2	3
EFFECTIF TOTAL	2017	3 562	1 399	4 961
	2016	4 853	1 968	6 821
	2015	6 924	2 514	9 437

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	2 747
	2016	3 652	3 018	148
	2015	4 917	4 303	214
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	3	0	0
	2015	3	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	2 747	2 110	104
	2016	3 655	3 018	148
	2015	4 920	4 303	214

### 35 ans et plus

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	2 178	442	2 620	1 175	739	1 914	47	29	76
	2016	2 379	316	2 694	1 235	511	1 747	44	33	77
	2015	2 077	293	2 370	1 096	543	1 638	31	36	67
NON STATUTAIRE CDI	2017	1	2	3	0	0	0	0	0	0
	2016	1	0	1	0	0	0	0	0	0
	2015	1	0	1	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	2 179	444	2 623	1 175	739	1 914	47	29	76
	2016	2 380	316	2 695	1 235	511	1 747	44	33	77
	2015	2 078	293	2 371	1 096	543	1 638	31	36	67

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	3 400	1 210	4 610
	2016	3 658	860	4 518
	2015	3 204	871	4 075
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	1	2	3
	2016	1	0	1
	2015	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	3 401	1 212	4 613
	2016	3 659	860	4 519
	2015	3 205	871	4 076

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	2 620	1 914	76
	2016	2 694	1 747	77
	2015	2 370	1 638	67
NON STATUTAIRES CDI	2017	3	0	0
	2016	1	0	0
	2015	1	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	2 623	1 914	76
	2016	2 695	1 747	77
	2015	2 371	1 638	67

Le tableau suivant donne la représentation de chaque tranche d'ancienneté dans l'effectif total hors CDD :

		Moins de 5 ans			5 à < 10 ans			10 à < 15 ans		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	14,2 %	5,9 %	20,1 %	16,8 %	6,8 %	23,6 %	5,1 %	2,9 %	8,0 %
	2016	15,9 %	7,1 %	23,0 %	14,0 %	5,5 %	19,5 %	4,4 %	2,7 %	7,1 %
	2015	17,2 %	7,9 %	25,2 %	10,5 %	4,1 %	14,6 %	5,2 %	3,6 %	8,8 %

		15 à < 20 ans			20 à < 25 ans			25 à < 30 ans		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	9,9 %	6,3 %	16,3 %	5,9 %	2,4 %	8,3 %	6,8 %	1,7 %	8,5 %
	2016	10,1 %	6,5 %	16,6 %	5,9 %	2,2 %	8,1 %	6,5 %	1,7 %	8,1 %
	2015	9,4 %	5,9 %	15,3 %	6,1 %	2,2 %	8,3 %	5,8 %	1,9 %	7,7 %

		30 à < 35 ans			35 ans et plus		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	5,7 %	2,2 %	7,9 %	5,4 %	1,9 %	7,4 %
	2016	7,5 %	3,1 %	10,6 %	5,7 %	1,3 %	7,0 %
	2015	10,3 %	3,7 %	14,0 %	4,8 %	1,3 %	6,1 %

		Moins de 5 ans	5 à < 10 ans	10 à < 15 ans	15 à < 20 ans	20 à < 25 ans	25 à < 30 ans	30 à < 35 ans	35 ans et plus
EFFECTIF TOTAL	2017	20,1 %	23,6 %	8,0 %	16,3 %	8,3 %	8,5 %	7,9 %	7,4 %
	2016	23,0 %	19,5 %	7,1 %	16,6 %	8,1 %	8,1 %	10,6 %	7,0 %
	2015	25,2 %	14,6 %	8,8 %	15,3 %	8,3 %	7,7 %	14,0 %	6,1 %

## 1.1.8. Répartition de l'effectif total en décembre selon la nationalité

### Salariés de nationalité française

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	20 140	8 198	28 338	20 240	8 422	28 663	2 798	1 811	4 609
	2016	20 884	8 159	29 044	20 778	8 755	29 533	2 883	1 972	4 854
	2015	21 533	8 366	29 899	21 496	9 547	31 042	3 021	2 243	5 264
NON STATUTAIRES CDI	2017	241	178	419	2	12	14	2	9	11
	2016	225	173	398	4	8	12	2	9	11
	2015	220	164	384	3	10	13	1	13	14
NON STATUTAIRES CDD	2017	72	36	108	945	716	1 661	1 030	774	1 804
	2016	76	44	120	903	715	1 618	996	767	1 764
	2015	117	77	194	1 009	775	1 784	1 126	898	2 024
EFFECTIF TOTAL	2017	20 453	8 412	28 865	21 187	9 150	30 338	3 831	2 593	6 424
	2016	21 185	8 376	29 562	21 685	9 478	31 163	3 881	2 748	6 629
	2015	21 870	8 607	30 477	22 508	10 332	32 839	4 148	3 154	7 303

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	43 179	18 431	61 610
	2016	44 546	18 886	63 432
	2015	46 050	20 156	66 205
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	245	199	444
	2016	231	190	421
	2015	224	187	411
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	2 047	1 526	3 573
	2016	1 975	1 526	3 502
	2015	2 252	1 750	4 002
EFFECTIF TOTAL	2017	45 471	20 156	65 627
	2016	46 752	20 603	67 354
	2015	48 526	22 093	70 619

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	28 338	28 663	4 609
	2016	29 044	29 533	4 854
	2015	29 899	31 042	5 264
NON STATUTAIRES CDI	2017	419	14	11
	2016	398	12	11
	2015	384	13	14
NON STATUTAIRES CDD	2017	108	1 661	1 804
	2016	120	1 618	1 764
	2015	194	1 784	2 024
EFFECTIF TOTAL	2017	28 865	30 338	6 424
	2016	29 562	31 163	6 629
	2015	30 477	32 839	7 303

## Salariés de nationalité étrangère

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	322	208	530	52	21	73	13	12	25
	2016	310	211	521	53	19	72	14	13	27
	2015	303	213	516	52	20	72	14	13	27
NON STATUTAIRE CDI	2017	17	22	39	0	1	1	0	2	2
	2016	22	19	41	0	1	1	0	3	3
	2015	23	19	42	0	1	1	0	2	2
NON STATUTAIRE CDD	2017	30	15	45	59	46	105	30	26	56
	2016	28	17	45	43	41	84	18	28	46
	2015	36	26	62	34	32	66	14	24	38
EFFECTIF TOTAL	2017	369	245	614	111	68	179	43	40	83
	2016	360	247	607	96	61	157	32	44	76
	2015	362	258	620	86	53	139	28	39	67

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	387	241	628
	2016	377	243	620
	2015	369	246	615
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	17	25	42
	2016	22	23	45
	2015	23	22	45
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	119	87	206
	2016	89	86	175
	2015	84	82	166
EFFECTIF TOTAL	2017	523	353	876
	2016	488	352	840
	2015	476	350	826

		Cadres	Maîtrise	Exécution
TOTAL STATUTAIRE	2017	530	73	25
	2016	521	72	27
	2015	516	72	27
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	39	1	2
	2016	41	1	3
	2015	42	1	2
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	45	105	56
	2016	45	84	46
	2015	62	66	38
EFFECTIF TOTAL	2017	614	179	83
	2016	607	157	76
	2015	620	139	67

## Total des salariés de nationalité française et de nationalité étrangère

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	43 565	18 672	62 238
	2016	44 923	19 129	64 052
	2015	46 419	20 402	66 820
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	262	224	486
	2016	253	213	466
	2015	247	209	456
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	2 166	1 613	3 779
	2016	2 064	1 612	3 677
	2015	2 336	1 832	4 168
EFFECTIF TOTAL	2017	45 994	20 509	66 503
	2016	47 240	20 955	68 194
	2015	49 002	22 443	71 445

### 1.1.9. Répartition de l'effectif total en décembre selon une structure de qualification détaillée et par statut et par sexe

(\* les catégories employés et ouvriers correspondent au collège exécution).

		HOMMES						
		Cadres Dirigeants	Cadres Supérieurs	Cadres	Maîtrise	Employés*	Ouvriers*	Total
STATUTAIRES	2017	324	339	19 799	20 292	678	2 133	43 565
	2016	342	375	20 478	20 831	746	2 151	44 923
	2015	356	393	21 087	21 548	818	2 217	46 419
NON STATUTAIRES CDI	2017	52	44	162	2	0	2	262
	2016	58	50	139	4	0	2	253
	2015	67	50	126	3	0	1	247
NON STATUTAIRES CDD	2017	1	0	101	1 004	29	1 031	2 166
	2016	0	0	104	946	28	986	2 064
	2015	1	0	152	1 043	21	1 119	2 336
EFFECTIF TOTAL	2017	377	383	20 062	21 298	707	3 166	45 994
	2016	400	425	20 721	21 781	774	3 139	47 240
	2015	424	443	21 365	22 594	839	3 338	49 002

		FEMMES						
		Cadres Dirigeants	Cadres Supérieurs	Cadres	Maîtrise	Employés*	Ouvriers*	Total
STATUTAIRES	2017	67	134	8 205	8 443	1 610	213	18 672
	2016	70	139	8 161	8 774	1 780	205	19 129
	2015	74	137	8 368	9 567	2 027	229	20 402
NON STATUTAIRES CDI	2017	17	26	157	13	0	11	224
	2016	20	26	146	9	0	12	213
	2015	22	27	134	11	1	14	209
NON STATUTAIRES CDD	2017	0	0	51	762	105	695	1 613
	2016	0	0	61	756	131	664	1 612
	2015	0	0	103	807	115	807	1 832
EFFECTIF TOTAL	2017	84	160	8 413	9 218	1 715	918	20 509
	2016	90	165	8 368	9 539	1 911	881	20 955
	2015	96	164	8 605	10 385	2 143	1 050	22 442

		HOMMES ET FEMMES						
		Cadres Dirigeants	Cadres Supérieurs	Cadres	Maîtrise	Employés*	Ouvriers*	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	461	543	28 476	30 517	2 422	4 085	66 503
	2016	490	590	29 089	31 320	2 684	4 021	68 194
	2015	520	607	29 970	32 978	2 982	4 387	71 445

**Zoom particulier sur la répartition des salariés statutaires du collège maîtrise**

		Hommes		Femmes	
		GF 7 à 9	GF 10 et 11	GF 7 à 9	GF 10 et 11
STATUTAIRES	2017	10 988	9 304	4 699	3 745
	2016	11 307	9 524	4 915	3 859
	2015	11 754	9 794	5 406	4 160

		Hommes et Femmes		
		GF 7 à 9	GF 10 et 11	Total
STATUTAIRES	2017	15 687	13 049	28 736
	2016	16 223	13 383	29 605
	2015	17 160	13 954	31 114

### 1.1.9 bis. Répartition de l'effectif total en décembre par plage M3E

			Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	PLAGE A	2017	2 002	735	2 737
		2016	2 130	717	2 847
		2015	2 162	764	2 926
	PLAGE B	2017	3 195	1 348	4 542
		2016	3 258	1 314	4 572
		2015	3 341	1 355	4 696
	PLAGE C	2017	7 524	3 173	10 696
		2016	7 556	3 068	10 623
		2015	7 476	2 986	10 462
	PLAGE D	2017	5 376	2 527	7 903
		2016	5 645	2 661	8 306
		2015	6 091	2 801	8 892
	PLAGE E	2017	3 542	561	4 104
		2016	3 559	580	4 139
		2015	3 616	621	4 237
	PLAGE F	2017	7 610	3 570	11 179
		2016	7 703	3 706	11 409
		2015	7 825	3 976	11 801
	PLAGE G	2017	7 932	3 486	11 418
		2016	8 301	3 688	11 990
		2015	8 725	4 092	12 818
	PLAGE H	2017	2 948	1 693	4 641
		2016	3 063	1 857	4 920
		2015	3 219	2 131	5 349
	PLAGE I	2017	0	30	30
		2016	0	32	32
		2015	0	39	39
SANS PLAGE	2017	3 437	1 550	4 987	
	2016	3 707	1 507	5 214	
	2015	3 962	1 638	5 600	
NON STATUTAIRES CDI	SANS PLAGE	2017	262	224	486
		2016	253	213	466
		2015	247	209	456
NON STATUTAIRES CDD	SANS PLAGE	2017	2 166	1 613	3 779
		2016	2 064	1 612	3 677
		2015	2 336	1 832	4 168

			Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	PLAGE A	2017	2 002	735	2 737
		2016	2 130	717	2 847
		2015	2 162	764	2 926
	PLAGE B	2017	3 195	1 348	4 542
		2016	3 258	1 314	4 572
		2015	3 341	1 355	4 696
	PLAGE C	2017	7 524	3 173	10 696
		2016	7 556	3 068	10 623
		2015	7 476	2 986	10 462
	PLAGE D	2017	5 376	2 527	7 903
		2016	5 645	2 661	8 306
		2015	6 091	2 801	8 892
	PLAGE E	2017	3 542	561	4 104
		2016	3 559	580	4 139
		2015	3 616	621	4 237
	PLAGE F	2017	7 610	3 570	11 179
		2016	7 703	3 706	11 409
		2015	7 825	3 976	11 801
	PLAGE G	2017	7 932	3 486	11 418
		2016	8 301	3 688	11 990
		2015	8 725	4 092	12 818
	PLAGE H	2017	2 948	1 693	4 641
		2016	3 063	1 857	4 920
		2015	3 219	2 131	5 349
	PLAGE I	2017	0	30	30
		2016	0	32	32
		2015	0	39	39
SANS PLAGE	2017	5 865	3 387	9 252	
	2016	6 024	3 332	9 357	
	2015	6 546	3 679	10 224	
TOTAL	2017	45 994	20 509	66 503	
	2016	47 240	20 955	68 195	
	2015	49 002	22 442	71 445	

## 1.2. TRAVAILLEURS EXTERIEURS

### 1.2.1. Nombre de salariés appartenant à une Entreprise extérieure

Cet indicateur prend en compte les travailleurs extérieurs mis à disposition au moyen de contrats de sous-traitance, présents au 31/12/2017.

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Nombre de salariés appartenant à une Entreprise extérieure	2017	10 085	2 633	12 718
	2016	9 677	2 446	12 123
	2015	8 914	2 531	11 445

## 1.2.2. Nombre de stagiaires scolaires

Cet effectif comptabilise le nombre de stagiaires scolaires (école, université...) rémunérés présents au cours de l'exercice.

Seuls les stages supérieurs à une semaine sont pris en compte.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
NOMBRE DE STAGIAIRES	2017	12	3	15	837	510	1 347	363	148	511
	2016	6	3	9	879	557	1 436	459	204	663
	2015	9	9	18	981	659	1 640	595	263	858

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STAGIAIRES	2017	1 212
	2016	1 344	764	2 108
	2015	1 585	931	2 516

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		TOTAL STAGIAIRES	2017	15
	2016	9	1 436	663
	2015	18	1 640	858

## 1.2.3. Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires

Est considéré comme travailleur temporaire, toute personne mise à la disposition de l'organisme par une Entreprise de travail intérimaire, telle que définie à l'article L.1251-4 du Code du travail.

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires	2017	362
	2016	447	868	1 315
	2015	475	1 035	1 510

## 1.2.4. Durée moyenne des contrats de travail temporaire

La durée moyenne des contrats de travail temporaire est calculée en faisant le rapport du nombre total de jours travaillés dans l'année par des travailleurs temporaires avec le nombre de travailleurs temporaires employés dans l'année.

Cet indicateur est élaboré à partir des données fournies par les Etablissements.

DUREE MOYENNE DES CONTRATS	2017	73 jours
	2016	74 jours
	2015	70 jours

### 1.2.5. Salariés détachés en mobilité à l'international

Loi du 10 juillet 2014 dite « loi Savary » visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale & le décret en Conseil d'Etat n°2015-364 du 30 mars 2015.

*Il s'agit des salariés qui sont en situation de détachement dans une société du Groupe à l'étranger.*

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Nombre de salariés détachés en mobilité à l'international	2017	94	22	116
	2016	86	18	104
	2015	109	20	129

### 1.2.6. Salariés détachés accueillis

Loi du 10 juillet 2014 dite « loi Savary » visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale & le décret en Conseil d'Etat n°2015-364 du 30 mars 2015.

Sont concernés les travailleurs étrangers des Entreprises sous-traitantes, détachés en France, travaillant sur les sites ou locaux d'un établissement EDF, dont les déclarations de détachement sont annexées au registre unique du personnel.

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Nombre de salariés détachés accueillis	2017	801	18	819
	2016	694	28	722
	2015	417	290	707

## 1.3. LES EMBAUCHES AU COURS DE L'ANNEE

### 1.3.1. Nombre d'embauches en contrat à durée indéterminée

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	419	187	606	606	165	771	238	64	302
	2016	431	209	640	583	151	735	230	44	274
	2015	647	329	976	836	230	1 066	266	72	338
NON STATUTAIRES CDI	2017	42	29	71	0	6	6	0	1	1
	2016	41	28	69	1	1	2	0	1	1
	2015	38	30	68	0	3	3	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	461	216	677	606	171	777	238	65	303
	2016	472	237	709	584	152	737	230	45	275
	2015	685	359	1 044	836	233	1 069	266	72	338

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	<b>1 263</b>	<b>416</b>	<b>1 679</b>
	2016	1 244	404	1 648
	2015	1 749	631	2 380
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	<b>42</b>	<b>36</b>	<b>78</b>
	2016	42	30	72
	2015	38	33	71
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>1 305</b>	<b>452</b>	<b>1 757</b>
	2016	1 286	434	1 720
	2015	1 787	664	2 451

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	<b>606</b>	<b>771</b>	<b>302</b>
	2016	640	735	274
	2015	976	1 066	338
NON STATUTAIRE CDI	2017	<b>71</b>	<b>6</b>	<b>1</b>
	2016	69	2	1
	2015	68	3	0
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>677</b>	<b>777</b>	<b>303</b>
	2016	709	737	275
	2015	1 044	1 069	338

### 1.3.2. Nombre d'embauches en contrat à durée déterminée

Cet indicateur inclut aussi les embauches de saisonniers.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>45</b>	<b>25</b>	<b>70</b>	<b>615</b>	<b>566</b>	<b>1 181</b>	<b>650</b>	<b>481</b>	<b>1 131</b>
	2016	51	30	81	551	565	1 116	543	446	989
	2015	102	65	167	696	617	1 313	689	577	1 266

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>1 310</b>	<b>1 072</b>	<b>2 382</b>
	2016	1 145	1 041	2 186
	2015	1 487	1 259	2 746

		Cadres	Maîtrise	Exécution
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>70</b>	<b>1 181</b>	<b>1 131</b>
	2016	81	1 116	989
	2015	167	1 313	1 266

### 1.3.3. Nombre d'embauches de salariés de moins de 25 ans

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	143	58	201	283	70	353	79	9	88
	2016	140	75	215	297	69	365	91	7	98
	2015	197	98	295	395	100	495	103	18	121
NON STATUTAIRES CDI	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NON STATUTAIRES CDD	2017	17	12	29	522	446	968	558	367	925
	2016	23	12	35	476	443	919	473	329	802
	2015	52	31	83	575	460	1 035	543	380	923
EFFECTIF TOTAL	2017	160	70	230	805	516	1 321	637	376	1 013
	2016	163	87	250	773	512	1 284	564	336	900
	2015	249	129	378	970	560	1 530	646	398	1 044

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	505	137	642
	2016	528	151	678
	2015	695	216	911
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	1 097	825	1 922
	2016	972	784	1 756
	2015	1 170	871	2 041
EFFECTIF TOTAL	2017	1 602	962	2 564
	2016	1 500	935	2 435
	2015	1 865	1 087	2 952

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	201	353	88
	2016	215	365	98
	2015	295	495	121
NON STATUTAIRES CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
NON STATUTAIRES CDD	2017	29	968	925
	2016	35	919	802
	2015	83	1 035	923
EFFECTIF TOTAL	2017	230	1 321	1 013
	2016	250	1 284	900
	2015	378	1 530	1 044

## 1.4. LES DEPARTS AU COURS DE L'ANNEE

### 1.4.1. Total des départs

Cet indicateur comptabilise, pour les salariés en CDI statutaires d'une part, en CDI non statutaires et en CDD d'autre part, les départs consécutifs aux motifs suivants : fin de contrat, licenciement, rupture de stage statutaire, rupture conventionnelle, démission, décès, révocation, mise en retraite d'office, fin de détachement d'un fonctionnaire, départ vers une autre société, retraite initiative salarié ou employeur.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	1 639	330	1 969	1 039	495	1 533	107	135	242
	2016	1 573	661	2 234	1 245	925	2 169	114	170	284
	2015	1 208	280	1 488	1 024	461	1 485	92	122	214
NON STATUTAIRES CDI et CDD	2017	73	53	126	544	534	1 078	622	515	1 137
	2016	133	92	225	603	555	1 158	713	639	1 352
	2015	126	81	207	607	549	1 156	831	714	1 545
EFFECTIF TOTAL	2017	1 712	383	2 095	1 583	1 029	2 611	729	650	1 379
	2016	1 706	753	2 459	1 848	1 480	3 327	827	809	1 636
	2015	1 334	361	1 695	1 631	1 010	2 641	923	836	1 759

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	2 784	959	3 744
	2016	2 931	1 755	4 687
	2015	2 323	863	3 186
TOTAL NON STATUTAIRES CDI et CDD	2017	1 239	1 102	2 341
	2016	1 449	1 286	2 735
	2015	1 564	1 344	2 909
EFFECTIF TOTAL	2017	4 023	2 061	6 084
	2016	4 381	3 041	7 422
	2015	3 888	2 207	6 095

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	1 969	1 533	242
	2016	2 234	2 169	284
	2015	1 488	1 485	214
NON STATUTAIRES CDI et CDD	2017	126	1 078	1 137
	2016	225	1 158	1 352
	2015	207	1 156	1 545
EFFECTIF TOTAL	2017	2 095	2 611	1 379
	2016	2 459	3 327	1 636
	2015	1 695	2 641	1 759

### 1.4.1 bis. Nombre de départs en retraite des CDI

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	1 389	189	1 578	825	314	1 138	55	55	110
	2016	1 331	540	1 871	1 056	700	1 755	62	73	135
	2015	1 013	161	1 174	884	347	1 230	49	55	104
NON STATUTAIRE CDI	2017	9	9	18	0	1	1	0	2	2
	2016	9	4	13	0	1	1	0	1	1
	2015	10	2	12	1	1	2	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	1 398	198	1 596	825	315	1 139	55	57	112
	2016	1 340	544	1 884	1 056	701	1 756	62	74	136
	2015	1 023	163	1 186	885	348	1 232	50	55	105

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	2 268	557	2 826
	2016	2 448	1 313	3 761
	2015	1 946	562	2 508
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	9	12	21
	2016	9	6	15
	2015	12	3	15
EFFECTIF TOTAL	2017	2 277	569	2 847
	2016	2 457	1 319	3 776
	2015	1 958	565	2 523

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	1 578	1 138	110
	2016	1 871	1 755	135
	2015	1 174	1 230	104
NON STATUTAIRE CDI	2017	18	1	2
	2016	13	1	1
	2015	12	2	1
EFFECTIF TOTAL	2017	1 596	1 139	112
	2016	1 884	1 756	136
	2015	1 186	1 232	105

### 1.4.2. Nombre de démissions

Cet indicateur restitue le nombre de démissions de salariés en contrat CDI au cours de l'exercice.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	87	37	124	31	10	41	8	8	16
	2016	67	36	103	28	15	43	5	7	12
	2015	54	27	81	27	7	34	3	7	10
NON STATUTAIRE CDI	2017	11	7	18	0	0	0	0	0	0
	2016	13	6	19	0	1	1	0	1	1
	2015	7	7	14	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	98	44	142	31	10	41	8	8	16
	2016	80	42	122	28	16	44	5	8	13
	2015	61	34	95	27	7	34	3	7	10

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	126	55	181
	2016	100	58	158
	2015	84	41	125
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	11	7	18
	2016	13	8	21
	2015	7	7	14
EFFECTIF TOTAL	2017	137	62	199
	2016	113	66	179
	2015	91	48	139

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	124	41	16
	2016	103	43	12
	2015	81	34	10
NON STATUTAIRE CDI	2017	18	0	0
	2016	19	1	1
	2015	14	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	142	41	16
	2016	122	44	13
	2015	95	34	10

### 1.4.3. Nombre de licenciements pour cause économique

		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
Nombre de licenciements (cause économique)	2017	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0

#### 1.4.4. Nombre de licenciements pour d'autres causes

Cet indicateur comptabilise les départs correspondant aux situations suivantes : mise à la retraite d'office pour les salariés statutaires et licenciement pour les salariés non statutaires.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	3	1	4	8	1	9	3	0	3
	2016	4	0	4	4	4	8	5	7	12
	2015	4	1	5	5	3	8	3	2	5
NON STATUTAIRE CDI	2017	3	1	4	0	0	0	0	0	0
	2016	4	0	4	0	0	0	0	2	2
	2015	3	3	6	0	0	0	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	1	1	2
	2015	0	0	0	1	1	2	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	6	2	8	8	1	9	3	0	3
	2016	8	0	8	4	4	8	6	10	16
	2015	7	4	11	6	4	10	4	2	6

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	14
	2016	13	11	24
	2015	12	6	18
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	3	1	4
	2016	4	2	6
	2015	3	3	6
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0
	2016	1	1	2
	2015	2	1	3
EFFECTIF TOTAL	2017	17	3	20
	2016	18	14	32
	2015	17	10	27

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	4
	2016	4	8	12
	2015	5	8	5
NON STATUTAIRE CDI	2017	4	0	0
	2016	4	0	2
	2015	6	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0
	2016	0	0	2
	2015	0	2	1
EFFECTIF TOTAL	2017	8	9	3
	2016	8	8	16
	2015	11	10	6

### 1.4.5. Nombre de fins de contrats à durée déterminée

Cet indicateur prend en compte les motifs de départ suivants : fin de contrat et retraite d'un salarié non statutaire CDD.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF	2017	44	33	77	543	533	1 076	622	513	1 135
	2016	99	76	175	603	553	1 156	712	635	1 347
	2015	96	60	156	605	547	1 152	828	714	1 542

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		EFFECTIF TOTAL	2017	1 209
2016	1 414		1 264	2 678
2015	1 529		1 321	2 850

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		EFFECTIF TOTAL	2017	77
2016	175		1 156	1 347
2015	156		1 152	1 542

### 1.4.6. Nombre de départs au cours de la période d'essai

Les motifs de départ pris en compte par cet indicateur pour les statutaires sont : fin d'un stage statutaire, démission d'un stagiaire statutaire.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES STAGIAIRES	2017	6	4	10	9	2	11	0	0	0
	2016	11	7	18	10	3	13	3	1	4
	2015	19	8	27	16	2	18	3	5	8
NON STATUTAIRES CDI	2017	1	0	1	1	1	2	1	0	1
	2016	2	2	4	2	0	2	2	1	3
	2015	5	6	11	5	0	5	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	7	4	11	10	3	13	1	0	1
	2016	13	9	22	12	3	15	5	2	7
	2015	24	14	38	21	2	23	4	5	9

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES STAGIAIRES	2017	15
2016	24		11	35
2015	38		15	53
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	3	1	4
	2016	6	3	9
	2015	11	6	17
EFFECTIF TOTAL	2017	18	7	25
	2016	30	14	44
	2015	49	21	70

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE STAGIAIRES	2017	10	11	0
	2016	18	13	4
	2015	27	18	8
NON STATUTAIRE CDI	2017	1	2	1
	2016	4	2	3
	2015	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	11	13	1
	2016	22	15	7
	2015	27	18	8

### 1.4.7. Nombre de mutations inter-sociétés

Cet indicateur rend compte des transferts ou mutations vers d'autres sociétés. Il s'agit des salariés statutaires qui ont quitté EDF SA pour aller vers ENEDIS, GrDF, TIRU, RTE...

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	138	92	230	147	162	309	41	68	109
	2016	138	77	215	135	182	317	35	82	117
	2015	120	76	196	97	90	187	32	40	72

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	326	322	648
	2016	308	341	649
	2015	249	206	455

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	230	309	109
	2016	215	317	117
	2015	196	187	72

### 1.4.7 bis. Nombre de mutations d'un établissement à un autre

Cet indicateur rend compte des mutations entre établissements au sein d'EDF SA.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	1 263	686	1 949	385	315	700	35	37	72
	2016	1 359	711	2 070	363	276	639	48	37	85
	2015	1 403	662	2 065	328	271	599	28	26	54

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	1 683	1 038	2 721
	2016	1 770	1 024	2 794
	2015	1 759	959	2 718

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	1 949	700	72
	2016	2 070	639	85
	2015	2 065	599	54

### 1.4.8. Nombre de départs volontaires en retraite et pré-retraite (salariés statutaires)

En ce qui concerne les salariés statutaires, cet indicateur comptabilise les mises en inactivité de service au sens du régime spécial des IEG.

Cet indicateur comptabilise les départs correspondant aux situations suivantes : départs en CFC<sup>1</sup>, départs en congé de pré-retraite amiante, retraite à l'initiative du salarié.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
DEPART VOLONTAIRE EN RETRAITE	2017	1 350	182	1 532	801	287	1 087	40	41	81
	2016	1 291	527	1 818	1 014	665	1 678	48	56	104
	2015	966	150	1 116	846	313	1 158	38	40	78
PRE- RETRAITE AMIANTE	2017	1	0	1	1	0	1	0	0	0
	2016	1	0	1	3	0	3	0	0	0
	2015	1	0	1	1	0	1	0	0	0
CONGE FIN DE CARRIERE	2017	67	39	106	70	101	171	8	4	12
	2016	4	2	6	14	0	14	3	7	10
	2015	0	0	0	2	0	2	2	19	21
EFFECTIF TOTAL	2017	1 418	221	1 639	872	388	1 259	48	45	93
	2016	1 296	529	1 825	1 031	665	1 695	51	63	114
	2015	967	150	1 117	849	313	1 161	40	59	99

		Total Hommes	Total Femmes	Total
DEPART VOLONTAIRE EN RETRAITE	2017	2 190	510	2 700
	2016	2 352	1 248	3 600
	2015	1 850	502	2 352
PRE- RETRAITE AMIANTE	2017	2	0	2
	2016	4	0	4
	2015	2	0	2
CONGE FIN DE CARRIERE	2017	145	144	289
	2016	21	9	30
	2015	4	19	23
EFFECTIF TOTAL	2017	2 337	654	2 991
	2016	2 377	1 257	3 634
	2015	1 856	521	2 377

		Cadres	Maîtrise	Exécution
DEPART VOLONTAIRE EN RETRAITE	2017	1 532	1 087	81
	2016	1 818	1 678	104
	2015	1 116	1 158	78
PRE- RETRAITE AMIANTE	2017	1	1	0
	2016	1	3	0
	2015	1	1	0
CONGE FIN DE CARRIERE	2017	106	171	12
	2016	6	14	10
	2015	0	2	21
EFFECTIF TOTAL	2017	1 639	1 259	93
	2016	1 825	1 695	114
	2015	1 117	1 161	99

<sup>1</sup> Congé Fin de Carrière.

## 1.4.9. Nombre de décès

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	16	4	20	23	6	29	3	3	6
	2016	23	5	28	16	20	36	6	1	7
	2015	27	6	33	28	9	37	8	6	14
NON STATUTAIRE CDI et CDD	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	2015	0	0	0	0	0	0	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	16	4	20	23	6	29	3	3	6
	2016	23	5	28	16	20	36	7	1	8
	2015	27	6	33	28	9	37	9	6	15

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	42
	2016	45	26	71
	2015	63	21	84
TOTAL NON STATUTAIRE CDI et CDD	2017	0	0	0
	2016	1	0	1
	2015	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	42	13	55
	2016	46	26	72
	2015	64	21	85

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	20
	2016	28	36	7
	2015	33	37	14
NON STATUTAIRE CDI et CDD	2017	0	0	0
	2016	0	0	1
	2015	0	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	20	29	6
	2016	28	36	8
	2015	33	37	15

## 1.5. LES PROMOTIONS

### 1.5.1. Nombre de salariés promus dans l'année dans un collège supérieur

Cet indicateur comptabilise les promotions du collège Maîtrise au collège Cadres et du collège Exécution au collège Maîtrise.

		Maîtrise vers Cadres			Exécution vers Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	445	152	597	269	118	387
	2016	473	197	670	306	149	455
	2015	617	231	848	332	155	487
NON STATUTAIRE CDI	2017	1	0	1	0	0	0
	2016	1	0	1	0	0	0
	2015	0	1	1	1	0	1
EFFECTIF TOTAL	2017	446	152	598	269	118	387
	2016	474	197	671	306	149	455
	2015	617	232	849	333	155	488

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	714
2016	779		346	1 125
2015	949		386	1 335
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	1	0	1
	2016	1	0	1
	2015	1	1	2
EFFECTIF TOTAL	2017	715	270	984
	2016	780	346	1 126
	2015	950	387	1 337

### 1.5.1 bis. Nombre de salariés promus dans l'année dans une catégorie supérieure par plage M3E

Cet indicateur comptabilise la promotion dans la plage d'arrivée (par conséquent, pas d'indicateur pour la plage I).

			Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	PLAGE A	2017	111	58	169
		2016	150	76	226
		2015	138	57	195
	PLAGE B	2017	248	116	364
		2016	269	135	404
		2015	310	143	453
	PLAGE C	2017	607	270	877
		2016	715	311	1 026
		2015	869	358	1 227
	PLAGE D	2017	337	125	462
		2016	368	175	543
		2015	471	179	650
	PLAGE E	2017	321	76	396
		2016	361	84	445
		2015	397	80	477
	PLAGE F	2017	587	201	788
		2016	676	267	943
		2015	750	310	1 060
	PLAGE G	2017	215	96	311
		2016	287	130	417
		2015	280	126	406
	PLAGE H	2017	0	0	0
		2016	0	1	1
		2015	0	0	0
TOTAL	2017	2 425	942	3 367	
	2016	2 825	1 179	4 004	
	2015	3 214	1 253	4 467	

## 1.6. CHOMAGE

### 1.6.1. Nombre de salariés mis en chômage partiel pendant l'année

Sans objet.

### 1.6.2. Nombre total d'heures de chômage partiel pendant l'année considérée

Sans objet.

## 1.7. LES SALAIRES EN SITUATION DE HANDICAP

### 1.7.1. Nombre de salariés ayant le statut de travailleurs handicapés au 31 décembre<sup>2</sup>

Cet indicateur comptabilise les salariés appartenant aux catégories suivantes : Cotorep, travailleur handicapé reconnu par CDAPH<sup>3</sup>, victime AT<sup>4</sup> ou MP<sup>5</sup> >= 10% avec rente, titulaire d'une pension invalidité, titulaire de l'AAH<sup>6</sup> et/ou d'une carte d'invalidité, sapeur pompier volontaire avec rente, anciens militaires et assimilés titulaires d'une pension militaire d'invalidité, sous certaines conditions ; veuves, veufs et orphelins de guerre.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	363	163	526	636	575	1 210	187	236	422
	2016	352	150	502	634	570	1 204	188	240	428
	2015	338	149	487	644	552	1 196	192	270	462
NON STATUTAIRE CDI	2017	3	1	4	0	0	0	0	1	1
	2016	3	3	6	0	0	0	0	1	1
	2015	0	1	1	0	0	0	0	1	1
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0	4	10	14	7	23	30
	2016	1	0	1	4	9	13	14	14	28
	2015	0	0	0	0	1	1	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	366	164	530	640	585	1 224	194	260	453
	2016	356	153	509	638	579	1 217	202	255	457
	2015	338	150	488	644	553	1 197	192	271	463

**Au total pour 2017 : 2 207 salariés  
(2 158 statutaires ; 5 non statutaires CDI ; 44 non statutaires CDD)**

<sup>2</sup> A compter de 2016, le périmètre pris en compte pour les salariés en situation de handicap initialement basé sur l'effectif de référence EDF dit « Etat E09 » a été aligné sur le périmètre de l'indicateur 1.1.1 « Effectif » du Bilan Social

<sup>3</sup> Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées.

<sup>4</sup> Accident du Travail.

<sup>5</sup> Maladie Professionnelle.

<sup>6</sup> Allocation Adultes Handicapés.

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	1 185	973	2 158
	2016	1 174	960	2 134
	2015	1 174	971	2 145
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	3	2	5
	2016	3	4	7
	2015	0	2	2
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	11	33	44
	2016	19	23	42
	2015	0	1	1
EFFECTIF TOTAL	2017	1 199	1 008	2 207
	2016	1 196	987	2 183
	2015	1 174	974	2 148

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	526	1 210	422
	2016	502	1 204	428
	2015	487	1 196	462
NON STATUTAIRE CDI	2017	4	0	1
	2016	6	0	1
	2015	1	0	1
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	14	30
	2016	1	13	28
	2015	0	1	0
EFFECTIF TOTAL	2017	530	1 224	453
	2016	509	1 217	457
	2015	488	1 197	463

### 1.7.2. Nombre de salariés reconnus travailleurs handicapés à la suite d'accidents du travail survenus dans l'Entreprise au 31 décembre

		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
STATUTAIRE	2017	33	73	5	111
	2016	40	94	8	142
	2015	43	95	8	146
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	33	73	5	111
	2016	40	94	8	142
	2015	43	95	8	146

## 1.8. L'ABSENTEISME

### 1.8.1. Nombre d'heures d'absence (hors congés annuels et grèves)

Cet indicateur rassemble les absences correspondant aux catégories suivantes :

- Absences fugaces (absences non rémunérées élus locaux, absences injustifiées, autorisées non rémunérées, non rémunérées justifiées, incarcération, mise à pied, suspension en attente de sanction, suspension de contrat de travail) ;
- Absences pour maladie (dont les absences pour longue maladie et absences pour maladie professionnelle) ;
- Absences pour accident (du travail ou non).

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	632 117	487 755	1 119 872	1 281 268	1 149 000	2 430 269	312 251	475 30	787 550
	2016	608 747	477 219	1 085 966	1 328 716	1 237 259	2 565 975	334 414	513 572	847 986
	2015	643 160	436 603	1 079 763	1 304 696	1 247 126	2 551 822	327 630	529 006	856 636
NON STATUTAIRES CDI	2017	7 870	8 346	16 216	24	1 740	1 764	0	402	402
	2016	9 778	5 839	15 616	30	951	981	0	338	338
	2015	7 667	6 174	13 841	0	1 721	1 721	0	1 169	1 169
TOTAL	2017	639 987	496 101	1 136 088	1 281 292	1 150 740	2 432 033	312 251	475 702	787 952
	2016	618 525	483 058	1 101 582	1 328 746	1 238 210	2 566 956	334 414	513 910	848 324
	2015	650 828	442 777	1 093 605	1 304 696	1 248 847	2 553 543	327 630	530 175	857 804

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	2 225 636	2 112 055	4 337 691
	2016	2 271 877	2 228 050	4 499 926
	2015	2 275 486	2 212 735	4 488 221
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	7 894	10 488	18 382
	2016	9 808	7 128	16 935
	2015	7 667	9 064	16 731
TOTAL	2017	2 233 530	2 122 543	4 356 073
	2016	2 281 684	2 235 177	4 516 862
	2015	2 283 153	2 221 799	4 504 952

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	1 119 872	2 430 269	787 550
	2016	1 085 966	2 565 975	847 986
	2015	1 079 763	2 551 822	856 636
NON STATUTAIRES CDI	2017	16 216	1 764	402
	2016	15 616	981	338
	2015	13 841	1 721	1 169
TOTAL	2017	1 136 088	2 432 033	787 952
	2016	1 101 582	2 566 956	848 324
	2015	1 093 605	2 553 543	857 804

## 1.8.2. Durée effective du travail (nombre d'heures théoriques travaillées)

Cet indicateur comptabilise l'horaire théorique de travail (à partir des codes heures enregistrés dans l'outil « GTA »), augmenté de 7 heures au titre de la journée de solidarité.

		Cadres			Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	36 694 998	14 657 770	51 352 768	35 023 492	14 430 506	49 453 998
	2016	38 745 767	15 271 874	54 017 642	36 543 413	15 667 136	52 210 549
	2015	39 060 778	14 857 133	53 917 911	37 337 121	16 394 614	53 731 735
NON STATUTAIRES CDI	2017	444 164	333 057	777 221	4 272	23 462	27 734
	2016	425 318	310 043	735 361	5 736	17 856	23 592
	2015	398 111	293 550	691 661	5 906	18 544	24 450
TOTAL	2017	37 139 162	14 990 827	52 129 989	35 027 764	14 453 968	49 481 732
	2016	39 171 085	15 581 917	54 753 002	36 549 150	15 684 992	52 234 141
	2015	39 458 889	15 150 683	54 609 572	37 343 027	16 413 158	53 756 185

		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	4 691 759	2 967 780	7 659 539
	2016	5 015 727	3 362 932	8 378 659
	2015	5 236 915	3 776 871	9 013 786
NON STATUTAIRES CDI	2017	3 500	12 724	16 224
	2016	3 528	15 876	19 404
	2015	1 839	18 448	20 287
TOTAL	2017	4 695 764	2 980 505	7 675 763
	2016	5 019 255	3 378 809	8 398 064
	2015	5 238 754	3 795 319	9 034 073

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES	2017	76 410 249
	2016	80 304 908	34 301 943	114 606 850
	2015	81 634 813	35 028 619	116 663 432
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	451 936	369 243	821 179
	2016	434 582	343 775	778 357
	2015	405 856	330 542	736 398
TOTAL	2017	76 862 185	32 425 299	109 287 484
	2016	80 739 489	34 645 717	115 385 207
	2015	82 040 669	35 359 161	117 399 830

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRES	2017	51 352 768
	2016	54 017 642	52 210 549	8 378 659
	2015	53 917 911	53 731 735	9 013 786
NON STATUTAIRES CDI	2017	777 221	27 734	16 224
	2016	735 361	23 592	19 404
	2015	691 661	24 450	20 287
TOTAL	2017	52 129 989	49 481 732	7 675 763
	2016	54 753 002	52 234 141	8 398 064
	2015	54 609 572	53 756 185	9 034 073

### 1.8.3. Nombre d'heures d'absence pour maladie

Cet indicateur comptabilise toutes les absences maladie ou longue maladie, d'origine professionnelle ou non.

		Cadres			Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	<b>609 857</b>	<b>471 352</b>	<b>1 081 209</b>	<b>1 206 257</b>	<b>1 124 027</b>	<b>2 330 283</b>
	2016	587 651	466 818	1 054 469	1 255 978	1 212 666	2 468 644
	2015	609 133	425 703	1 034 835	1 226 059	1 222 343	2 448 402
NON STATUTAIRE CDI	2017	<b>6 113</b>	<b>8 248</b>	<b>14 361</b>	<b>24</b>	<b>1 740</b>	<b>1 764</b>
	2016	7 758	5 623	13 380	30	951	981
	2015	5 714	6 060	11 774	0	1 697	1 697
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>615 970</b>	<b>479 600</b>	<b>1 095 570</b>	<b>1 206 281</b>	<b>1 125 767</b>	<b>2 332 047</b>
	2016	595 409	472 440	1 067 849	1 256 008	1 213 617	2 469 625
	2015	614 846	431 763	1 046 609	1 226 059	1 224 040	2 450 099

		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	<b>291 961</b>	<b>464 944</b>	<b>756 905</b>
	2016	315 828	505 539	821 368
	2015	312 955	519 905	832 860
NON STATUTAIRE CDI	2017	<b>0</b>	<b>402</b>	<b>402</b>
	2016	0	338	338
	2015	0	1 149	1 149
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>291 961</b>	<b>465 346</b>	<b>757 307</b>
	2016	315 828	505 877	821 706
	2015	312 955	521 054	834 009

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	<b>2 108 075</b>
2016	2 159 457		2 185 023	4 344 480
2015	2 148 146		2 167 950	4 316 097
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	<b>6 137</b>	<b>10 390</b>	<b>16 527</b>
	2016	7 788	6 912	14 699
	2015	5 714	8 906	14 620
EFFECTIF TOTAL	2017	<b>2 114 212</b>	<b>2 070 713</b>	<b>4 184 925</b>
	2016	2 167 245	2 191 935	4 359 179
	2015	2 153 860	2 176 856	4 330 716

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	<b>1 081 209</b>
2016	1 054 469		2 468 644	821 368
2015	1 034 835		2 448 402	832 860
NON STATUTAIRE CDI	2017	<b>14 361</b>	<b>1 764</b>	<b>402</b>
	2016	13 380	981	338
	2015	11 774	1 697	1 149
TOTAL	2017	<b>1 095 570</b>	<b>2 332 047</b>	<b>757 307</b>
	2016	1 067 849	2 469 625	821 706
	2015	1 046 609	2 450 099	834 009

## 1.8.4. Répartition des heures d'absence pour maladie

### Maladie

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	518 869	382 083	900 952	959 649	813 443	1 773 092	199 786	312 752	512 538
	2016	485 185	379 938	865 123	1 016 817	882 999	1 899 817	238 037	349 601	587 638
	2015	489 628	354 056	843 684	954 752	854 888	1 809 640	223 529	365 340	588 868
NON STATUTAIRE CDI	2017	6 113	8 248	14 361	24	1 740	1 764	0	402	402
	2016	7 758	5 623	13 380	30	951	981	0	338	338
	2015	5 714	6 060	11 774	0	1 697	1 697	0	1 149	1 149
EFFECTIF TOTAL	2017	524 982	390 330	915 312	959 673	815 183	1 774 856	199 786	313 154	512 940
	2016	492 943	385 561	878 504	1 016 847	883 950	1 900 798	238 037	349 939	587 976
	2015	495 341	360 116	855 457	954 752	856 585	1 811 337	223 529	366 489	590 017

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	1 678 305
	2016	1 740 040	1 612 538	3 352 578
	2015	1 667 908	1 574 284	3 242 192
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	6 137	10 390	16 527
	2016	7 788	6 912	14 699
	2015	5 714	8 906	14 620
EFFECTIF TOTAL	2017	1 684 442	1 518 667	3 203 109
	2016	1 747 827	1 619 450	3 367 277
	2015	1 673 622	1 583 190	3 256 811

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	900 952
	2016	865 123	1 899 817	587 638
	2015	843 684	1 809 640	588 868
NON STATUTAIRE CDI	2017	14 361	1 764	402
	2016	13 380	981	338
	2015	11 774	1 697	1 149
TOTAL	2017	915 312	1 774 856	512 940
	2016	878 504	1 900 798	587 976
	2015	855 457	1 811 337	590 017

### Longue maladie

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	90 988	89 269	180 257	246 607	310 584	557 191	92 175	152 193	244 367
	2016	102 466	86 879	189 345	239 160	329 667	568 827	77 791	155 938	233 729
	2015	119 505	71 647	191 152	271 307	367 455	638 762	89 427	154 565	243 992
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	90 988	89 269	180 257	246 607	310 584	557 191	92 175	152 193	244 367
	2016	102 466	86 879	189 345	239 160	329 667	568 827	77 791	155 938	233 729
	2015	119 505	71 647	191 152	271 307	367 455	638 762	89 427	154 565	243 992

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	429 770	552 046	981 816
	2016	419 417	572 484	991 902
	2015	480 238	593 667	1 073 905
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	429 770	552 046	981 816
	2016	419 417	572 484	991 902
	2015	480 238	593 667	1 073 905

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	180 257	557 191	244 367
	2016	189 345	568 827	233 729
	2015	191 152	638 762	243 992
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
TOTAL	2017	180 257	557 191	244 367
	2016	189 345	568 827	233 729
	2015	191 152	638 762	243 992

### 1.8.5. Nombre d'heures d'absence pour accidents du travail, de trajet ou de maladie professionnelle

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	13 771	12 185	25 956	52 638	21 580	74 218	12 336	8 621	20 957
	2016	11 287	7 802	19 090	50 205	20 760	70 965	11 526	6 242	17 769
	2015	20 631	8 938	29 569	55 604	18 752	74 356	10 031	5 502	15 534
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	14	14	0	0	0	0	0	0
	2016	152	14	166	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2017	13 771	12 199	25 970	52 638	21 580	74 218	12 336	8 621	20 957
	2016	11 439	7 816	19 256	50 205	20 760	70 965	11 526	6 242	17 769
	2015	20 631	8 938	29 569	55 604	18 752	74 356	10 031	5 502	15 534

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	78 745	42 387	121 132
	2016	73 019	34 805	107 824
	2015	86 267	33 193	119 459
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	0	14	14
	2016	152	14	166
	2015	0	0	0
TOTAL	2017	78 745	42 401	121 146
	2016	73 171	34 819	107 990
	2015	86 267	33 193	119 459

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	25 956	74 218	20 957
	2016	19 090	70 965	17 769
	2015	29 569	74 356	15 534
NON STATUTAIRES CDI	2017	14	0	0
	2016	166	0	0
	2015	0	0	0
TOTAL	2017	25 970	74 218	20 957
	2016	19 256	70 965	17 769
	2015	29 569	74 356	15 534

### 1.8.6. Nombre d'heures d'absence pour congé de maternité ou d'adoption et congé de paternité et d'accueil de l'enfant

		Congé de maternité ou d'adoption			
		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
STATUTAIRES	2017	338 844	238 218	106 915	683 977
	2016	374 397	230 863	117 554	722 814
	2015	306 905	218 298	113 125	638 328
NON STATUTAIRES CDI	2017	6 588	539	0	7 127
	2016	5 480	0	0	5 480
	2015	1 531	0	0	1 531
TOTAL	2017	345 432	238 757	106 915	691 104
	2016	379 877	230 863	117 554	728 294
	2015	308 436	218 298	113 125	639 859

		Congé de paternité et d'accueil de l'enfant			
		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
STATUTAIRES	2017	58 724	65 986	11 008	135 719
	2016	60 404	60 864	11 639	132 906
	2015	56 783	65 199	11 031	133 014
NON STATUTAIRES CDI	2017	672	0	0	672
	2016	217	0	0	217
	2015	520	0	0	520
TOTAL	2017	59 396	65 986	11 008	136 391
	2016	60 621	60 864	11 639	133 123
	2015	57 303	65 199	11 031	133 534

		Congé maternité ou adoption et Congé paternité et d'accueil de l'enfant			
		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	397 569	304 204	117 923	819 696
	2016	434 801	291 727	129 192	855 721
	2015	363 688	283 497	124 156	771 342
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	7 260	539	0	7 799
	2016	5 697	0	0	5 697
	2015	2 051	0	0	2 051
TOTAL	2017	404 829	304 743	117 923	827 495
	2016	440 498	291 727	129 192	861 418
	2015	365 739	283 497	124 156	773 393

### 1.8.7. Nombre d'heures d'absence pour congés autorisés (événements familiaux, congés mères de famille, congés spéciaux...)

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	123 859	203 271	327 130	154 913	207 339	362 252	20 184	51 307	71 491
	2016	123 210	198 542	321 752	148 061	218 711	366 772	19 265	56 538	75 802
	2015	120 227	194 836	315 063	143 041	222 180	365 220	20 254	63 696	83 949
NON STATUTAIRE CDI	2017	381	1 333	1 713	0	37	37	0	2	2
	2016	376	1 234	1 610	0	0	0	0	0	0
	2015	423	1 278	1 702	0	7	7	0	8	8
TOTAL	2017	124 239	204 604	328 843	154 913	207 376	362 289	20 184	51 309	71 493
	2016	123 586	199 776	323 362	148 061	218 711	366 772	19 265	56 538	75 802
	2015	120 650	196 114	316 764	143 041	222 187	365 227	20 254	63 704	83 957

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2016	298 955	461 918	760 872
	2015	290 536	473 790	764 326
	2015	283 521	480 711	764 233
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2016	381	1 372	1 752
	2016	376	1 234	1 610
	2015	423	1 293	1 717
TOTAL	2016	299 335	463 289	762 625
	2016	290 912	475 024	765 937
	2015	283 944	482 005	765 949

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	327 130	362 252	71 491
	2016	321 752	366 772	75 802
	2015	315 063	365 220	83 949
NON STATUTAIRE CDI	2017	1 713	37	2
	2016	1 610	0	0
	2015	1 702	7	8
TOTAL	2017	328 843	362 289	71 493
	2016	323 362	366 772	75 802
	2015	316 764	365 227	83 957

### 1.8.8. Nombre d'heures d'absence imputables à d'autres causes

Cet indicateur comptabilise les absences autres que celles énoncées dans les indicateurs 183, 185, 186 et 187. Il s'agit pour l'essentiel des absences pour congés annuels, des congés sans solde, des mises à disposition, des grèves, des absences au profit de CCAS ou de la CAS.

		Cadres			Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	<b>5 103 954</b>	<b>1 850 582</b>	<b>6 954 535</b>	<b>5 993 822</b>	<b>2 087 116</b>	<b>8 080 938</b>
	2016	5 562 607	2 161 335	7 723 942	6 296 803	2 393 711	8 690 514
	2015	6 121 937	2 279 845	8 401 781	6 356 491	2 384 705	8 741 196
NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>48 199</b>	<b>38 165</b>	<b>86 364</b>	<b>468</b>	<b>2 363</b>	<b>2 831</b>
	2016	44 486	40 411	84 896	580	2 035	2 615
	2015	47 088	38 708	85 795	754	2 329	3 082
TOTAL	2017	<b>5 152 153</b>	<b>1 888 747</b>	<b>7 040 900</b>	<b>5 994 290</b>	<b>2 089 479</b>	<b>8 083 769</b>
	2016	5 607 092	2 201 746	7 808 838	6 297 383	2 395 746	8 693 129
	2015	6 169 025	2 318 552	8 487 577	6 357 244	2 387 033	8 744 278

		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	<b>708 626</b>	<b>379 712</b>	<b>1 088 338</b>
	2016	723 180	424 830	1 148 009
	2015	721 089	472 846	1 193 935
NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>0</b>	<b>971</b>	<b>971</b>
	2016	0	775	775
	2015	0	841	841
TOTAL	2017	<b>708 626</b>	<b>380 683</b>	<b>1 089 309</b>
	2016	723 180	425 605	1 148 784
	2015	721 089	473 687	1 194 776

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRES	2017	<b>11 806 402</b>
2016	12 582 589		4 979 876	17 562 465
2015	13 199 517		5 137 396	18 336 912
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>48 667</b>	<b>41 499</b>	<b>90 166</b>
	2016	45 066	43 221	88 286
	2015	47 841	41 877	89 718
TOTAL	2017	<b>11 855 069</b>	<b>4 358 909</b>	<b>16 213 978</b>
	2016	12 627 655	5 023 097	17 650 752
	2015	13 247 358	5 179 273	18 426 631

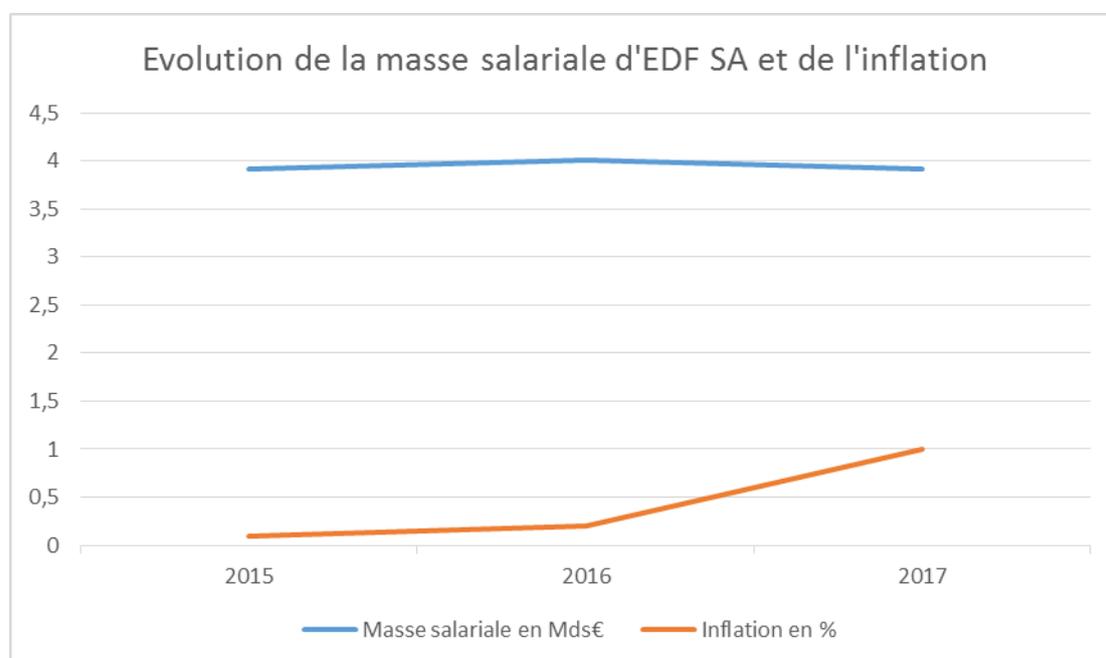
		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRES	2017	<b>6 954 535</b>
2016	7 723 942		8 690 514	1 148 009
2015	8 401 781		8 741 196	1 193 935
NON STATUTAIRES CDI	2017	<b>86 364</b>	<b>2 831</b>	<b>971</b>
	2016	84 896	2 615	775
	2015	85 795	3 082	841
TOTAL	2017	<b>7 040 900</b>	<b>8 083 769</b>	<b>1 089 309</b>
	2016	7 808 838	8 693 129	1 148 784
	2015	8 487 577	8 744 278	1 194 776

L'année 2017 dans le domaine de la rémunération globale à EDF SA a été caractérisée par une maîtrise de l'évolution des dépenses de personnel pour préserver la capacité d'investissement de l'entreprise tout en privilégiant les mesures individuelles par rapport aux mesures générales pour reconnaître l'engagement des salariés.

Une modération des augmentations salariales et une diminution des effectifs ont contribué à une maîtrise de l'évolution de la masse salariale. La masse salariale versée aux salariés au cours de l'exercice 2017 a avoisiné les 4 milliards d'euros.

En 2017, une enveloppe globale, comprenant à la fois les augmentations individuelles au choix (AIC) - attributions d'avancements au choix (AC) et de Groupe Fonctionnel (GF) au titre de l'Appréciation du Professionnalisme (ADP) - ainsi que les attributions de GF mobilité, a été attribuée afin de donner des marges de manœuvre aux managers tout en maîtrisant les dépenses. Cette enveloppe a été fixée à 1,2% pour 2017, inférieure à celles des années précédentes (en 2016 elle était autour de 1,55%).

Les rémunérations complémentaires ont progressé de 9 % entre 2016 et 2017, notamment en raison du déploiement de l'accord sur le forfait jours pour les cadres (2017 étant la première année complète pour le forfait jour).



## 2. REMUNERATIONS ET CHARGES ACCESSOIRES

### 2.1. MONTANT DES REMUNERATIONS

#### 2.1.1. Masse salariale annuelle totale

La masse salariale est constituée de toutes les sommes brutes versées au salarié au cours de l'exercice.

Cet indicateur est présenté en millions d'euros.

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	1 735	598	2 334	1 001	344	1 345	100	51	151
	2016	1 751	608	2 359	1 010	365	1 375	100	55	155
	2015	1 677	557	2 234	1 024	373	1 397	102	61	163
NON STATUTAIRE CDI	2017	38	22	60	0	1	1	0	0	0
	2016	39	21	59	0	0	1	0	0	0
	2015	38	21	59	0	0	1	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	4	2	6	15	12	27	14	12	25
	2016	4	3	7	14	12	26	14	13	27
	2015	5	4	9	15	12	27	16	14	30
TOTAL	2017	1 778	622	2 400	1 016	357	1 372	113	63	176
	2016	1 794	631	2 425	1 024	377	1 401	114	68	182
	2015	1 720	581	2 302	1 039	385	1 425	118	75	193

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	2 836	994	3 829
	2016	2 861	1 028	3 889
	2015	2 803	991	3 794
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	38	22	61
	2016	39	21	60
	2015	38	22	59
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	33	26	59
	2016	33	27	60
	2015	36	30	66
TOTAL	2017	2 907	1 042	3 949
	2016	2 932	1 076	4 008
	2015	2 877	1 042	3 919

## 2.1.2. Rémunération mensuelle moyenne brute

Cet indicateur, présenté en euros, correspond au calcul suivant :

$$\frac{\text{Total annuel des rémunérations payées} * \text{Horaire normal d'un salarié à temps plein/12}}{\text{Total annuel des heures de présence ou d'absences rémunérées}}$$

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	6 931	6 002	6 667	3 965	3 478	3 828	2 986	2 548	2 822
	2016	6 669	5 895	6 451	3 873	3 428	3 744	2 833	2 457	2 686
	2015	6 330	5 543	6 114	3 841	3 352	3 697	2 784	2 402	2 628
NON STATUTAIRES CDI	2017	12 496	9 313	11 119	3 763	3 331	3 399	626	1 866	1 603
	2016	13 068	9 486	11 552	3 684	4 302	4 137	563	1 294	1 174
	2015	13 424	10 207	12 063	3 618	3 410	3 460	533*	1 362	1 287
NON STATUTAIRES CDD	2017	3 550	3 257	3 448	1 305	1 368	1 333	1 110	1 209	1 154
	2016	3 083	3 165	3 115	1 252	1 331	1 286	1 094	1 180	1 133
	2015	3 182	3 081	3 141	1 267	1 310	1 286	1 108	1 171	1 136
TOTAL	2017	6 982	6 060	6 717	3 851	3 305	3 693	2 479	2 113	2 335
	2016	6 721	5 946	6 501	3 765	3 271	3 618	2 363	2 042	2 232
	2015	6 385	5 608	6 169	3 732	3 195	3 570	2 306	2 007	2 180

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	5 289	4 544	5 073
	2016	5 121	4 429	4 918
	2015	4 934	4 179	4 712
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	12 323	8 691	10 678
	2016	12 848	8 840	11 074
	2015	13 233	9 374	11 511
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	1 319	1 353	1 334
	2016	1 270	1 331	1 297
	2015	1 298	1 327	1 311
TOTAL	2017	5 153	4 335	4 908
	2016	4 993	4 224	4 761
	2015	4 804	3 981	4 553

\* Un seul salarié concerné comptabilisant 14h00 de présence par semaine. Ce montant impacte l'indicateur 2.2.1

## 2.1.2 bis. Rémunération mensuelle moyenne par plage M3E brute

			Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	PLAGE A	2017	9 911	8 814	9 626
		2016	9 509	8 891	9 348
		2015	8 941	8 217	8 755
	PLAGE B	2017	7 740	7 047	7 537
		2016	7 473	6 923	7 314
		2015	7 059	6 540	6 913
	PLAGE C	2017	6 020	5 391	5 838
		2016	5 806	5 236	5 643
		2015	5 567	5 025	5 416
	PLAGE D	2017	5 100	4 485	4 904
		2016	4 899	4 292	4 707
		2015	4 669	4 064	4 483
	PLAGE E	2017	4 906	4 347	4 833
		2016	4 874	4 264	4 791
		2015	4 831	4 145	4 735
	PLAGE F	2017	3 961	3 707	3 883
		2016	3 889	3 650	3 813
		2015	3 894	3 578	3 792
	PLAGE G	2017	3 626	3 124	3 479
		2016	3 500	3 076	3 373
		2015	3 463	3 019	3 327
	PLAGE H	2017	3 103	2 591	2 925
		2016	2 949	2 510	2 789
		2015	2 919	2 450	2 739
	PLAGE I	2017	0	2 535	2 535
		2016	0	2 415	2 415
		2015	13 711*	2 542	2 573
SANS PLAGE	2017	7 957	5 913	7 366	
	2016	7 685	6 067	7 225	
	2015	7 332	5 579	6 839	
NON STATUTAIRES CDI	SANS PLAGE	2017	12 323	8 691	10 678
		2016	12 848	8 840	11 074
		2015	13 233	9 374	11 511
NON STATUTAIRES CDD	SANS PLAGE	2017	1 319	1 353	1 334
		2016	1 270	1 331	1 297
		2015	1 298	1 327	1 311

\* Un seul salarié concerné rémunéré sur le seul mois de janvier, avec versement de prime de départ en retraite. Ce montant impacte l'indicateur 2.1.3 bis.

			Hommes	Femmes	Total
<b>EFFECTIF TOTAL</b>	<b>PLAGE A</b>	2017	<b>9 911</b>	<b>8 814</b>	<b>9 626</b>
		2016	9 509	8 891	9 348
		2015	8 941	8 217	8 755
	<b>PLAGE B</b>	2017	<b>7 740</b>	<b>7 047</b>	<b>7 537</b>
		2016	7 473	6 923	7 314
		2015	7 059	6 540	6 913
	<b>PLAGE C</b>	2017	<b>6 020</b>	<b>5 391</b>	<b>5 838</b>
		2016	5 806	5 236	5 643
		2015	5 567	5 025	5 416
	<b>PLAGE D</b>	2017	<b>5 100</b>	<b>4 485</b>	<b>4 904</b>
		2016	4 899	4 292	4 707
		2015	4 669	4 064	4 483
	<b>PLAGE E</b>	2017	<b>4 906</b>	<b>4 347</b>	<b>4 833</b>
		2016	4 874	4 264	4 791
		2015	4 831	4 145	4 735
	<b>PLAGE F</b>	2017	<b>3 961</b>	<b>3 707</b>	<b>3 883</b>
		2016	3 889	3 650	3 813
		2015	3 894	3 578	3 792
	<b>PLAGE G</b>	2017	<b>3 626</b>	<b>3 124</b>	<b>3 479</b>
		2016	3 500	3 076	3 373
		2015	3 463	3 019	3 327
	<b>PLAGE H</b>	2017	<b>3 103</b>	<b>2 591</b>	<b>2 925</b>
		2016	2 949	2 510	2 789
		2015	2 919	2 450	2 739
	<b>PLAGE I</b>	2017	<b>0</b>	<b>2 535</b>	<b>2 535</b>
		2016	0	2 415	2 415
		2015	13 711*	2 542	2 573
<b>SANS PLAGE</b>	2017	<b>5 867</b>	<b>3 904</b>	<b>5 171</b>	
	2016	5 737	3 919	5 096	
	2015	5 396	3 588	4 754	
<b>TOTAL</b>	2017	<b>5 153</b>	<b>4 335</b>	<b>4 908</b>	
	2016	4 993	4 224	4 761	
	2015	4 804	3 981	4 553	

\* Un seul salarié concerné rémunéré sur le seul mois de janvier, avec versement de prime de départ en retraite. Ce montant impacte l'indicateur 2.1.3 bis.

### 2.1.3 Ratio : primes non mensuelles / rémunérations annuelles brutes totales

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	14 %	11 %	13 %	19 %	11 %	17 %	20 %	13 %	17 %
	2016	14 %	12 %	14 %	17 %	10 %	15 %	17 %	11 %	15 %
	2015	14 %	11 %	13 %	16 %	9 %	14 %	16 %	10 %	14 %
NON STATUTAIRE CDI	2017	14 %	12 %	13 %	13 %	5 %	7 %	13 %	25 %	24 %
	2016	26 %	18 %	23 %	13 %	16 %	15 %	0 %	10 %	9 %
	2015	24 %	24 %	24 %	17 %	9 %	11 %	0 %	8 %	8 %
NON STATUTAIRE CDD	2017	6 %	7 %	7 %	4 %	4 %	4 %	6 %	5 %	5 %
	2016	3 %	6 %	4 %	2 %	3 %	3 %	4 %	3 %	4 %
	2015	7 %	5 %	6 %	3 %	3 %	3 %	6 %	4 %	5 %
TOTAL	2017	14 %	11 %	13 %	18 %	11 %	16 %	18 %	11 %	16 %
	2016	15 %	12 %	14 %	17 %	10 %	15 %	15 %	9 %	13 %
	2015	14 %	11 %	14 %	16 %	8 %	14 %	14 %	9 %	12 %

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	16 %	11 %	15 %
	2016	15 %	11 %	14 %
	2015	15 %	10 %	14 %
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	14 %	12 %	13 %
	2016	26 %	18 %	23 %
	2015	24 %	24 %	24 %
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	5 %	5 %	5 %
	2016	3 %	3 %	3 %
	2015	5 %	4 %	4 %
TOTAL	2017	16 %	11 %	14 %
	2016	15 %	11 %	14 %
	2015	15 %	10 %	14 %

## 2.1.3 bis. Part des primes non mensuelles par plage M3E

			Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	PLAGE A	2017	15 %	12 %	14 %
		2016	14 %	13 %	13 %
		2015	13 %	12 %	13 %
	PLAGE B	2017	13 %	12 %	13 %
		2016	13 %	12 %	12 %
		2015	12 %	11 %	12 %
	PLAGE C	2017	14 %	12 %	14 %
		2016	14 %	11 %	13 %
		2015	13 %	11 %	13 %
	PLAGE D	2017	15 %	11 %	14 %
		2016	14 %	10 %	13 %
		2015	13 %	9 %	12 %
	PLAGE E	2017	20 %	13 %	19 %
		2016	19 %	12 %	18 %
		2015	18 %	10 %	17 %
	PLAGE F	2017	17 %	10 %	15 %
		2016	16 %	10 %	14 %
		2015	15 %	8 %	13 %
	PLAGE G	2017	20 %	12 %	18 %
		2016	18 %	11 %	16 %
		2015	17 %	9 %	15 %
	PLAGE H	2017	20 %	13 %	18 %
		2016	17 %	11 %	15 %
		2015	16 %	10 %	14 %
	PLAGE I	2017	0 %	10 %	10 %
		2016	0 %	6 %	6 %
		2015	94 %*	9 %	11 %
	SANS PLAGE	2017	13 %	8 %	12 %
		2016	18 %	13 %	17 %
		2015	18 %	12 %	16 %
NON STATUTAIRES CDI	SANS PLAGE	2017	14 %	12 %	13 %
		2016	26 %	18 %	23 %
		2015	24 %	24 %	24 %
NON STATUTAIRES CDD	SANS PLAGE	2017	5 %	5 %	5 %
		2016	3 %	3 %	3 %
		2015	5 %	4 %	4 %

\* Un seul salarié concerné rémunéré sur le seul mois de janvier, avec versement de prime de départ en retraite.

			Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	PLAGE A	2017	15 %	12 %	14 %
		2016	14 %	13 %	13 %
		2015	13 %	12 %	13 %
	PLAGE B	2017	13 %	12 %	13 %
		2016	13 %	12 %	12 %
		2015	12 %	11 %	12 %
	PLAGE C	2017	15 %	12 %	14 %
		2016	14 %	11 %	13 %
		2015	13 %	11 %	13 %
	PLAGE D	2017	15 %	11 %	14 %
		2016	14 %	10 %	13 %
		2015	13 %	9 %	12 %
	PLAGE E	2017	20 %	13 %	19 %
		2016	19 %	12 %	18 %
		2015	18 %	10 %	17 %
	PLAGE F	2017	17 %	10 %	15 %
		2016	16 %	10 %	14 %
		2015	15 %	8 %	13 %
	PLAGE G	2017	20 %	12 %	18 %
		2016	18 %	11 %	16 %
		2015	17 %	9 %	15 %
	PLAGE H	2017	20 %	13 %	18 %
		2016	17 %	11 %	15 %
		2015	16 %	10 %	14 %
	PLAGE I	2017	0 %	10 %	10 %
		2016	0 %	6 %	6 %
		2015	94 %*	9 %	11 %
SANS PLAGE	2017	12 %	8 %	11 %	
	2016	17 %	12 %	16 %	
	2015	17 %	12 %	16 %	
TOTAL	2017	16 %	11 %	14 %	
	2016	15 %	11 %	14 %	
	2015	15 %	10 %	14 %	

\* Un seul salarié concerné rémunéré sur le seul mois de janvier, avec versement de prime de départ en retraite.

## 2.1.4. Grille des rémunérations

Cet indicateur concerne les salariés statutaires et non statutaires CDI à l'effectif permanent.

La rémunération prise en compte correspond au montant des salaires annuels bruts payés (indicateur 2.1.1.).

		% rapporté à l'effectif			Nombre de salariés		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
< 20 000 €	2017	0,1 %	0,3 %	0,1 %	28	52	80
	2016	0,1 %	0,3 %	0,1 %	23	51	74
	2015	0,1 %	0,4 %	0,2 %	41	75	116
>= 20 000 € et < 30 000 €	2017	2,3 %	7,5 %	3,9 %	978	1 366	2 344
	2016	3,8 %	10,7 %	5,9 %	1 670	1 999	3 669
	2015	4,2 %	12,0 %	6,6 %	1 895	2 357	4 252
>= 30 000 € et < 40 000 €	2017	15,5 %	22,8 %	17,7 %	6 548	4 138	10 686
	2016	16,7 %	23,3 %	18,7 %	7 316	4 343	11 659
	2015	17,2 %	24,1 %	19,3 %	7 685	4 743	12 428
>= 40 000 € et < 50 000 €	2017	22,3 %	23,6 %	22,7 %	9 414	4 280	13 694
	2016	22,9 %	25,1 %	23,6 %	10 020	4 689	14 709
	2015	24,3 %	27,1 %	25,2 %	10 882	5 334	16 216
>= 50 000 € et < 60 000 €	2017	18,2 %	16,7 %	17,7 %	7 678	3 029	10 707
	2016	17,7 %	15,5 %	17,0 %	7 746	2 889	10 635
	2015	17,9 %	14,2 %	16,7 %	7 987	2 791	10 778
>= 60 000 € et < 70 000 €	2017	13,5 %	10,2 %	12,5 %	5 714	1 844	7 558
	2016	12,5 %	8,8 %	11,4 %	5 488	1 632	7 120
	2015	12,1 %	7,5 %	10,7 %	5 405	1 473	6 878
>= 70 000 € et < 80 000 €	2017	8,9 %	6,3 %	8,1 %	3 777	1 140	4 917
	2016	8,1 %	5,6 %	7,4 %	3 557	1 041	4 598
	2015	8,0 %	5,3 %	7,2 %	3 581	1 040	4 621
>= 80 000 € et < 90 000 €	2017	6,1 %	4,5 %	5,6 %	2 557	812	3 369
	2016	5,7 %	3,9 %	5,2 %	2 498	734	3 232
	2015	5,6 %	3,6 %	5,0 %	2 523	712	3 235
>= 90 000 € et < 100 000 €	2017	4,4 %	3,1 %	4,0 %	1 858	553	2 411
	2016	4,2 %	2,4 %	3,6 %	1 822	453	2 275
	2015	3,8 %	2,2 %	3,3 %	1 693	428	2 121
>= 100 000 €	2017	8,8 %	5,1 %	7,7 %	3 701	919	4 620
	2016	8,3 %	4,4 %	7,2 %	3 641	823	4 464
	2015	6,8 %	3,7 %	5,9 %	3 032	737	3 769

## 2.2. HIERARCHIE DES REMUNERATIONS

### 2.2.1. Rapport entre la rémunération moyenne des cadres et la rémunération moyenne des salariés d'exécution

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	2,32	2,36	2,36
	2016	2,35	2,40	2,40
	2015	2,27	2,31	2,33
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	19,96	4,99	6,94
	2016	23,21	7,33	9,84
	2015	25,19*	7,49	9,37
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	3,20	2,69	2,99
	2016	2,82	2,68	2,75
	2015	2,87	2,63	2,76
TOTAL	2017	2,82	2,87	2,88
	2016	2,84	2,91	2,91
	2015	2,77	2,79	2,83

### 2.2.2. Montant global annuel des dix rémunérations brutes les plus élevées (sans distinction statutaires ou non-statutaires)

Montant global des dix rémunérations brutes les plus élevées	2017	2016	2015
	6 376 907	7 100 898	6 968 016

## 2.3. MODE DE CALCUL DES REMUNERATIONS

### 2.3.1. Pourcentage des salariés dont le salaire dépend en tout ou partie du rendement

Primes individuelles	2017	0 %
	2016	0 %
	2015	0 %
Primes collectives	2017	0 %
	2016	0 %
	2015	0 %

\* Un seul salarié concerné comptabilisant 14h00 de présence par semaine.

## 2.3.2. Pourcentage des salariés d'exécution payés au mois sur la base de l'horaire affiché

% des salariés d'exécution payés au mois sur la base de l'horaire affiché	2017	100 %
	2016	100 %
	2015	100 %

## 2.4. CHARGES ACCESSOIRES

### 2.4.1. Avantages sociaux dans l'Entreprise

Les salariés statutaires d'EDF relèvent du statut national du personnel des Industries Electriques et Gazières (IEG) mis en place par le décret du 22 juin 1946.

Il prévoit notamment :

- Un régime spécial de retraite qui est un régime spécial de sécurité sociale. Ce régime géré par la Caisse Nationale des IEG prend en charge les risques vieillesse, invalidités et décès, ainsi que les rentes en matière d'accidents du travail et maladies professionnelles ;
- Un régime spécial complémentaire maladie, qui est un régime légal et obligatoire de sécurité sociale, dont la gestion est assurée par la Caisse d'Assurance Maladie des Industries Electriques et Gazières, organisme de sécurité sociale créé par un décret du 30 mars 2007. Ce régime est financé par des cotisations salariales et patronales ;
- Des activités sociales et culturelles :
  - dont le financement est désormais assuré par le versement de contributions de base par toutes les entreprises de la Branche IEG, différencié selon leurs effectifs. Pour les entreprises de 1 000 salariés statutaires et plus, elle est définie en fonction des volumes moyennés N-2, N-3, N-4 d'électricité ou de gaz produits, transportés distribués ou commercialisés, multipliés par des coefficients forfaitaires par segment en euros par gigawattheure. Une décision de raccordement vient en complément de 2016 à 2020 ;
  - qui bénéficient d'un mode de gestion spécifique, au travers d'un organisme ad hoc, la Caisse Centrale des Activités Sociales.

Un accord de branche professionnelle des IEG signé le 24 avril 2008, applicable aux salariés statutaires d'EDF SA, a mis en place à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008, un complément d'invalidité, entièrement financé par l'employeur, pour tous les salariés invalides placés dans l'incapacité d'exercer une activité professionnelle.

Un accord de branche professionnelle des IEG, applicable aux salariés statutaires d'EDF SA, a été signé le 27 novembre 2008 pour mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 d'une couverture de prévoyance décès complémentaire. Cette couverture est financée par une cotisation patronale et une cotisation salariale sur la rémunération.

Deux accords sociaux de Groupe et d'Entreprise signés le 12 décembre 2008 ont mis en place un régime supplémentaire de retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le premier accord instaure ce régime supplémentaire au bénéfice des salariés statutaires, à l'échelle du Groupe EDF. Le second accord détermine les modalités particulières de cofinancement par les salariés et l'employeur au sein d'EDF SA.

## 2.4.2. Montants des versements effectués à des Entreprises extérieures pour mise à disposition de personnel

Cet indicateur est élaboré à partir des données fournies par la Direction Financière.

Il comptabilise d'une part le montant annuel (hors taxes) des dépenses d'intérim et, d'autre part, le montant annuel (hors taxes) de toutes les dépenses d'études, de travaux et de services effectués par des prestataires extérieurs.

		En K€ HT
Travailleurs Temporaires	2017	70 545
	2016	90 185
	2015	105 308
Prestataires Extérieurs	2017	1 721 895
	2016	1 806 723
	2015	1 914 203
TOTAL	2017	1 792 440
	2016	1 896 908
	2015	2 019 511

## 2.5. CHARGE SALARIALE GLOBALE

### 2.5.1. Frais de personnel rapportés au chiffre d'affaires hors taxes et à la valeur ajoutée

Cet indicateur est présenté sous la forme d'un ratio (%) entre d'une part, les frais de personnel (incluant les charges sociales) et le chiffre d'affaires H.T. (CA), et d'autre part, la valeur ajoutée.

**La valeur ajoutée** (VA) correspond à la différence entre le chiffre d'affaires hors taxes et les consommations.

**Les frais de personnel** (FP) incluent les rémunérations principales, les congés payés, les rémunérations complémentaires, l'intéressement et toutes les charges sociales (y compris charges IVD : prestations vieillesse...), pour les statutaires et les non-statutaires.

		En %
FP/CA	2017	15,94
	2016	16,82
	2015	16,39
FP/VA	2017	99,53
	2016	80,15
	2015	72,97

## 2.6. PARTICIPATION FINANCIERE DES SALARIES

### 2.6.1. Montant global de la réserve de participation

Le montant global de la réserve de participation est le montant de la réserve dégagée (ou de la provision constituée) au titre de la participation sur les résultats de l'exercice considérée (Code du Travail)

Montant Global de la Réserve de Participation	2017	0
	2016	0
	2015	0

### 2.6.2. Montant moyen de l'intéressement par salarié

Le montant versé en 2017 correspond à l'intéressement de l'année 2016.

En 2017, l'intéressement versé au titre de l'exercice 2016 s'est élevé à **1 419,00** euros en moyenne par salarié.

TOTAL		Total
	2017	1 419
	2016	2 000
	2015	2 107

### 2.6.3. Part du capital détenue par les salariés

Part du capital détenue par les salariés	2017	1,20 %
	2016	1,57 %
	2015	1,64 %

## La santé et la sécurité au cœur de notre performance sociale

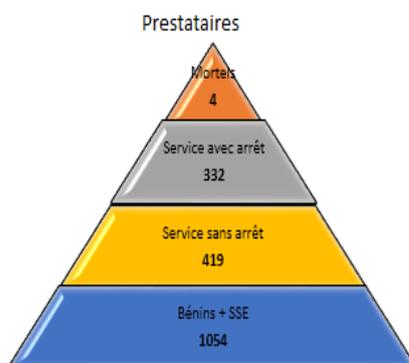
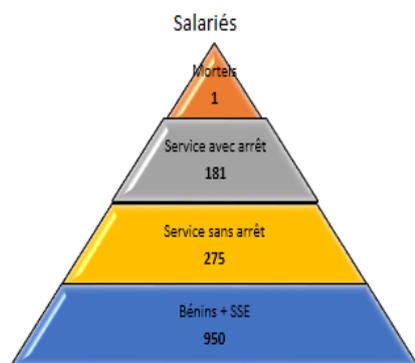
Faire de la santé de ses salariés et des prestataires une priorité de tous les instants pour éviter tout accident ou maladie d'origine professionnelle est un engagement qu'EDF a inscrit depuis toujours dans ses politiques sociales. Dans le cadre de l'Ambition Humaine du programme « Cap 2030 », le Groupe s'est fixé comme ambition de devenir une référence dans le domaine de la santé et de la sécurité et des objectifs ambitieux en termes de résultats.

Dans ce contexte, un dialogue entre les managers, les RH, les préventeurs, les équipes médicales en santé au travail, les salariés et leurs représentants existe sur les questions de santé. La forme de ce dialogue a évolué mais la volonté que cette approche pluridisciplinaire se développe reste partagée. A ce titre, l'accord relatif au dialogue social concernant la santé au

travail signé le 10 novembre 2010 prévoit l'organisation d'un débat annuel sur le thème de la santé et de la sécurité au travail en CCE, la création d'un Groupe National multidisciplinaire en santé au travail, l'organisation annuelle par la commission santé et sécurité du CCE d'une réunion de secrétaires de CHSCT.

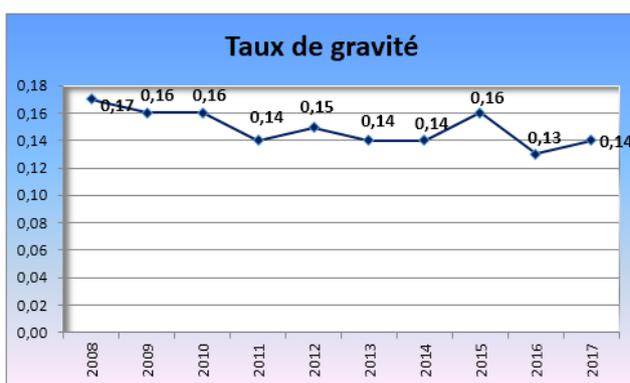
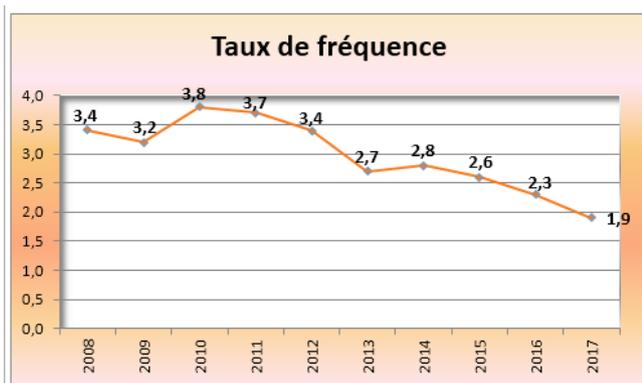
### Les résultats 2017

Le taux de fréquence des salariés d'EDF SA poursuit en 2017 la baisse engagée depuis plusieurs années. Le nombre des accidents avec arrêt a diminué expliquant ainsi la baisse du Tf pour atteindre 1,9. En 2017, EDF SA confirme le Tf des accidents en service avec arrêt des prestataires de 2016 qui était le meilleur résultat atteint à ce jour.



**SALARIÉS d'EDF SA :**  
 2 accidents mortels  
 1896 accidents  
 (avec arrêt, sans arrêt, bénins et SSE)  
 Taux de fréquence (Tf) : 1,9  
 Taux de gravité (Tg) : 0,14

**PRESTATAIRES :**  
 4 accidents mortels (hors trajet)  
 1805 accidents  
 (avec arrêt, sans arrêt, bénins et SSE)  
 Taux de fréquence (Tf) : 3,5



## 3. CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

### 3.1. ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DE TRAJET

Ces indicateurs sont établis à partir des résultats d'EDF SA, élaborés par le Pôle Santé-Sécurité de la DRH Groupe. Les accidents survenus au personnel commun (salariés mixtes) ont été répartis selon la clé de répartition propre à leur secteur d'activité. La valeur correspondante à la part EDF des salariés mixtes vient s'ajouter aux dénombrements des salariés "100 % EDF" pour constituer le bilan social d'EDF SA. L'effectif pris en compte est l'effectif au sens de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et comprend tous les salariés statutaires ou non statutaires liés à EDF par un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée, calculés au prorata de leur pourcentage temps partiel et pourcentage d'activité et de leur emploi. Sont donc exclus les salariés ayant une suspension du contrat de travail, les détachés, les salariés de Charbonnage de France.

#### 3.1.1a. Nombre d'accidents (en service) avec arrêt de travail

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
NOMBRE D'ACCIDENTS AVEC ARRET	2017	19	13	32	70	33	103	28	18	46
	2016	21	14	35	88	55	143	30	20	50
	2015	25	27	52	104	51	155	28	26	54

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		NOMBRE TOTAL ACCIDENTS AVEC ARRET	2017	117
	2016	139	89	228
	2015	157	104	261

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		NOMBRE D'ACCIDENTS AVEC ARRET	2017	32
	2016	35	143	50
	2015	52	155	54

#### 3.1.1b. Taux de fréquence des accidents du travail (en service)

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
TAUX DE FREQUENCE (*)	2017	0,6	1,1	0,8	2,2	2,7	2,4	5,2	5,8	5,4
	2016	0,6	1,1	0,8	2,7	4,2	3,1	5,3	5,7	5,4
	2015	0,8	2,2	1,2	3,1	3,7	3,3	4,6	6,5	5,4

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TAUX DE FREQUENCE TOTAL	2017	1,8	2,4	1,9
	2016	2,0	3,1	2,3
	2015	2,2	3,5	2,6

		Cadres	Maîtrise	Exécution
TAUX DE FREQUENCE (*)	2017	0,8	2,4	5,4
	2016	0,8	3,1	5,4
	2015	1,2	3,3	5,4

(\*) Taux de fréquence = 
$$\frac{\text{Nombre d'accidents en service avec arrêts} \times 1\,000\,000}{\text{Nombre d'heures travaillées}}$$

Nombre d'heures travaillées prises en compte =  
Horaire normal + Heures supplémentaires, y compris formation et détachements - Absences

### 3.1.2. Nombre de jours d'arrêt à la suite d'accidents en service et taux de gravité

(y compris les jours de rechute et les jours d'arrêt consécutifs aux accidents des années antérieures).

		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
Nombre de jours d'arrêt suite à accidents en service	2017	2 032	8 351	2 285	12 668
	2016	2 679	7 032	3 004	12 715
	2015	2 609	10 008	3 168	15 785

		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
Taux de gravité des accidents de travail en service (*)	2017	0,05	0,19	0,27	0,14
	2016	0,06	0,15	0,33	0,13
	2015	0,06	0,21	0,31	0,16

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Taux de gravité des accidents de travail en service (*)	2017	0,13	0,15	0,14
	2016	0,12	0,16	0,13
	2015	0,15	0,18	0,16

(\*) Taux de gravité = 
$$\frac{\text{Nombre de jours d'arrêt des accidents en service de l'année} \times 1\,000}{\text{Nombre d'heures travaillées}}$$

### 3.1.3. Nombre d'incapacités permanentes (partielles ou totales) notifiées à l'Entreprise au cours de l'année

Nombre d'incapacités permanentes notifiées à l'Entreprise au cours de l'année	2017	94
	2016	70
	2015	85

### 3.1.4. Nombre d'accidents mortels

			Hommes	Femmes	Total
Accidents de travail	Déclarés à la CPAM	2017	1	0	1
		2016	0	0	0
		2015	1	0	1
	Rejetés par la CPAM	2017	0	0	0
		2016	0	0	0
		2015	1	0	1
Accidents de trajet	Déclarés à la CPAM	2017	1	0	1
		2016	0	0	0
		2015	0	0	0
	Rejetés par la CPAM	2017	0	0	0
		2016	0	0	0
		2015	0	0	0
TOTAL		2017	2	0	2
		2016	0	0	0
		2015	0	0	0

### 3.1.5. Nombre d'accidents de trajet ayant entraîné un arrêt de travail

		Hommes	Femmes	Total
Nombre d'accidents de trajet ayant entraîné un arrêt de travail	2017	99	103	202
	2016	117	112	229
	2015	131	91	222

		Cadres	Maîtrise	Exécution	Total
Nombre d'accidents de trajet ayant entraîné un arrêt de travail	2017	73	83	46	202
	2016	78	102	49	229
	2015	81	103	38	222

### 3.1.6. Nombre d'accidents avec arrêt dont est victime le personnel temporaire ou de prestation de service dans l'Entreprise

Nombre d'accidents dont est victime le personnel temporaire ou de prestation de service	Avec arrêt	
	2017	332
	2016	336
	2015	429

### 3.1.7. Taux et montant de la cotisation sécurité sociale d'accidents du travail

STATUTAIRES	Taux	2017	0,20
		2016	0,30
		2015	0,30
STATUTAIRES	Montant (en K€)	2017	7 668
		2016	11 641
		2015	11 365
NON STATUTAIRES	Taux	2017	2,20
		2016	2,00
		2015	2,30
NON STATUTAIRES	Montant (en K€)	2017	1 608
		2016	1 468
		2015	1 787
TOTAL	Montant (en K€)	2017	9 276
		2016	13 109
		2015	13 152

## 3.2. REPARTITION DES ACCIDENTS EN SERVICE PAR ELEMENTS MATERIELS

### 3.2.1. Nombre d'accidents liés à l'existence de risques graves – Codes 32 à 40

Risques graves – Codes 32 à 40	2017	3
	2016	3
	2015	4

### 3.2.2. Nombre d'accidents liés à des chutes de dénivellation – Code 02

Chutes avec dénivellation – Code 02	2017	10
	2016	27
	2015	28

**3.2.3. Nombre d'accidents occasionnés par des machines (à l'exception de ceux liés aux risques 321 et 322) – Codes 09 à 30**

Machines – Codes 09 à 30	2017	0
	2016	1
	2015	3

**3.2.4. Nombre d'accidents de circulation, manutention, stockage – Codes 01-03-04-06-07-08**

Circulation, manutention, stockage Codes - 01-03-04-06-07 et 08	2017	106
	2016	121
	2015	135

**3.2.5. Nombre d'accidents occasionnés par des objets, masses, particules en mouvement accidentel – Code 05**

Objets, masses, particules en mouvement accidentel – Code 05	2017	6
	2016	2
	2015	4

**3.2.6. Nombre d'accidents occasionnés par des outils individuels à main – Code 31**

Outils individuels à main – Code 31	2017	0
	2016	6
	2015	6

**3.2.7. Autres cas – Codes 98 et 99**

Autres cas	2017	56
	2016	68
	2015	81

### 3.3. MALADIES PROFESSIONNELLES

#### 3.3.1. Nombre de types de maladies professionnelles déclarées à la sécurité sociale au cours de l'année (salariés EDF et mixtes)

*Par type de maladie professionnelle, il faut comprendre le nombre de tableaux concernés. Les informations collectées concernent les demandes de reconnaissance de maladies professionnelles sans préjuger de la décision de la Sécurité Sociale.*

*Les critères pris en compte sont :*

- *les déclarations dont le certificat médical initial date de 2017,*
- *les maladies déclarées par des salariés en activité.*

*Ces statistiques de Sécurité Sociale sont considérées comme consolidées après 3 années de recul. Des déclarations répondant à ce critère arrivent encore au cours du premier semestre N+1 qui suit la communication des données pour l'année de référence. Ainsi, les données de l'année 2016 sont réactualisées.*

Nombre de types de maladies professionnelles déclarées à la Sécurité Sociale au cours de l'année	2017	6
	2016	6
	2015	6

#### En 2017 : 27 salariés concernés

En 2016 : 38 salariés concernés

En 2015 : 26 salariés concernés

Maladies déclarées en 2017:

- Affections provoquées par les rayonnements ionisants
- Affections consécutives à l'inhalation des poussières minérales renfermant de la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite), des silicates cristallins (kaolin, talc), du graphite ou de la houille
- Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante
- Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels
- Affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail
- Hors tableau (surmenage professionnel, traumatisme sonore ayant entraîné une baisse de l'acuité auditive, troubles psychiques)

**Ces statistiques de sécurité sociale sont considérées comme consolidées après 3 années de recul.**

#### 3.3.2. Nombre de salariés atteints par des affections pathologiques à caractère professionnel et caractérisation de celles-ci

Nombre de salariés atteints par des affections pathologiques à caractère professionnel	2017	0
	2016	0
	2015	2

Il s'agit de maladies déclarées à la Sécurité Sociale qui n'ont pas été intégrées dans des tableaux du régime général et dont le dossier médical de réparation a été instruit en C2RMP (Comité Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles).

### 3.3.3. Nombre de déclarations par l'employeur de procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles

Nombre de déclarations par l'employeur de procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles	2017	-
	2016	-
	2015	-

## 3.4. COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE

### 3.4.1. Nombre de CHSCT

Nombre de CHSCT	2017	205
	2016	208
	2015	209

### 3.4.2. Nombre de réunions CHSCT

Nombre de réunions CHSCT	2017	1 496
	2016	1 309
	2015	1 331

## 3.5. DEPENSES EN MATIERE DE SECURITE

### 3.5.1. Effectif formé à la sécurité dans l'année (population concernée : salariés, stagiaires)

		Hommes	Femmes	Total
Prévention Sécurité Santé Autres	2017	26 144	8 892	35 036
	2016	23 512	8 717	32 229
	2015	25 039	8 694	33 733
Incendie	2017	10 625	2 093	12 718
	2016	10 577	2 171	12 748
	2015	11 667	2 392	14 059
Secourisme	2017	11 624	3 116	14 740
	2016	12 923	3 338	16 261
	2015	12 905	3 267	16 172

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	48 393	14 101	62 494
	2016	47 012	14 226	61 238
	2015	49 611	14 353	63 964

### 3.5.2. Montants des dépenses de sécurité effectuées au cours de l'année

Cet indicateur est élaboré à partir des données fournies par les Etablissements. Il contribue à l'élaboration :

- du rapport sur les actions menées au cours de l'année écoulée en matière d'hygiène et de sécurité,
- du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail.

Conformément à l'article L.4612-16 du Code du travail, il comprend l'achat de matériel, l'exécution de travaux visant à la sécurité du personnel, les salaires et charges des ingénieurs et des contremaîtres de sécurité ainsi que des stagiaires ayant suivi une formation à la sécurité.

En k euros	2017	2016	2015
Achat de matériel spécialisé	24 352	24 779	26 669
Exécution de travaux liés à la sécurité	33 381	32 629	33 648
Salaires + Charges personnel de sécurité	126 224	127 915	129 237
Salaires + Charges stagiaires	47 196	50 249	48 937
Divers	3 572	3 114	2 480
<b>TOTAL</b>	<b>234 725</b>	<b>238 687</b>	<b>240 970</b>

## Qualité de vie au travail comme levier de performance sociale

Dès 2007, EDF a mis en place un observatoire de la Qualité de vie au travail qui a émis des recommandations régulières dans les domaines de l'amélioration des conditions de travail et de la prévention des risques psychosociaux. L'année 2016 a permis de négocier trois nouveaux accords pour proposer de nouvelles dispositions organisationnelles favorisant l'autonomie et les marges de manœuvre des équipes au plus près du terrain. L'année 2017 a permis le déploiement de ces accords collectifs dans tous les métiers avec notamment la formation d'activateurs. Avec des dispositifs nouveaux ou élargis comme le télétravail, le forfait jours, le droit de se déconnecter ou encore les projets collectifs de fonctionnement d'équipe, l'ambition de ces accords est de renforcer le lien entre la performance des organisations et la qualité de vie au travail des salariés. Par ailleurs des recommandations sur la prévention des RPS ont été présentées au GNST. Elles invitent notamment l'ensemble des CODIR à se saisir du sujet et à mettre en place des formations/sensibilisation sur la détection des situations sensibles. En outre, dans une période intense de transformation, il est recommandé de conduire des études d'impact qui intègrent la dimension Santé et laisse une place importante à l'expression des salariés.

L'Entreprise développe donc de nombreuses actions dans ces domaines qui contribuent, notamment, à la prévention des risques psychosociaux (RPS) avec :

- le droit de se déconnecter est désormais effectif ;
- le développement du télétravail occasionnel ou régulier qui permet de meilleurs équilibres entre vie personnelle et professionnelle ;
- les études d'impact socio organisationnelles et humaines en amont des transformations pour intégrer les problématiques conditions de travail dans la conduite des projets ;
- la mise à disposition d'outils permettant de réguler la charge de travail ;
- les groupes multidisciplinaires qui traitent des difficultés individuelles et collectives des salariés, en lien avec les CHSCT ;
- un marché cadre pour accompagner les unités dans la prévention des risques psychosociaux ;
- un dispositif EVREST (Evaluation des relations Santé/travail) qui permet aux médecins de suivre les principales évolutions et de se comparer aux groupes de même taille.

Ces différents dispositifs permettent de développer de nombreux apprentissages parmi les acteurs en charge de la Santé et Sécurité au travail, les RH et le management.

Leur développement s'inscrit dans le projet de transformation de CAP 2030 « l'Ambition Humaine » qui intègre les enjeux de Santé et de Sécurité des salariés et d'organisation du travail.

## 4. AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

### 4.1. DUREE ET AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

#### 4.1.1. Nombre d'heures travaillées dans l'année <sup>7</sup>

Nombre d'heures travaillées dans l'année		Cadres		
		Hommes	Femmes	Total
	2017	29 379 818	11 248 404	40 628 222
	2016	34 370 114	12 751 859	47 121 974
	2015	32 710 858	11 987 229	44 698 087

Nombre d'heures travaillées dans l'année		Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total
	2017	30 087 187	10 977 323	41 064 510
	2016	29 854 999	11 682 470	41 537 469
	2015	31 896 210	12 633 072	44 529 282

Nombre d'heures travaillées dans l'année		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
	2017	3 968 212	1 978 713	5 946 925
	2016	4 020 667	2 267 362	6 288 029
	2015	4 421 620	2 664 888	7 086 509

Nombre d'heures travaillées dans l'année		Total Hommes	Total Femmes	Total
		2017	63 435 217	24 204 440
	2016	68 245 781	26 701 690	94 947 471
	2015	69 028 688	27 285 189	96 313 877

Nombre d'heures travaillées dans l'année		Cadres	Maîtrise	Exécution
		2017	40 628 222	41 064 510
	2016	47 121 974	41 537 469	6 288 029
	2015	44 698 087	44 529 282	7 086 509

Cet indicateur, basé sur les salariés présents au mois le mois, comptabilise l'ensemble des heures dues par les salariés des collèges exécution et maîtrise, selon l'aménagement de leur temps de travail, augmentées des heures supplémentaires et diminuées des absences.

Pour les cadres, cet indicateur est basé sur l'horaire théorique diminué des absences.

#### 4.1.2. Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur

Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur		Cadres		
		Hommes	Femmes	Total
	2017	1 256	197	1 453
	2016	4 542	1 096	5 638
	2015	6 575	1 571	8 146

<sup>7</sup> Pour l'année 2015, les chiffres sont donnés hors CDD non statutaires pour harmoniser cet indicateur avec les indicateurs d'absences de la rubrique 1.8. « Absentéisme ».

		Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur	2017	14 514	2 734	17 247
	2016	15 023	3 101	18 125
	2015	15 665	3 417	19 083

		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur	2017	1 710	222	1 932
	2016	1 816	278	2 094
	2015	1 873	363	2 236

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur	2017	17 323
2016	21 168		4 448	25 616
2015	23 850		5 320	29 170

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		Nombre de salariés ayant bénéficié de repos compensateur	2017	1 453
2016	5 638		18 125	2 094
2015	8 146		19 083	2 236

Un salarié ayant bénéficié de plusieurs repos dans l'année est compté pour un, sauf s'il a changé de collègue.

#### 4.1.3. Nombre de salariés bénéficiaires d'un système d'horaires individualisés

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés bénéficiaires d'un système d'horaires individualisés	2017	838	438	1 276	969	1 651	2 620	38	377	415
	2016	956	497	1 453	1 092	1 794	2 886	47	463	510
	2015	8 171	3 999	12 170	1 473	2 105	3 578	56	478	534

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		Nombre de salariés bénéficiaires d'un système d'horaires individualisés	2017	1 845
2016	2 095		2 754	4 849
2015	9 700		6 582	16 282

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		Nombre de salariés bénéficiaires d'un système d'horaires individualisés	2017	1 276
2016	1 453		2 886	510
2015	12 170		3 578	534

#### 4.1.4. Nombre de salariés à temps partiel en décembre (hors salariés en réduction collective du temps de travail)

		Ensemble des salariés à temps partiel								
		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	108	192	300	297	1 095	1 392	60	547	607
	2016	117	199	316	300	1 190	1 490	66	651	717
	2015	271	554	825	361	1 380	1 741	72	663	735

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	465	1 834	2 299
	2016	483	2 040	2 523
	2015	704	2 597	3 301

		Ensemble des salariés à temps partiel		
		Cadres	Maîtrise	Exécution
		Hommes	Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL	2017	300	1 392	607
	2016	316	1 490	717
	2015	825	1 741	735

#### Répartition par tranches horaires

		< 20 heures								
		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	21	20	41	31	105	136	16	104	120
	2016	21	20	41	30	123	153	18	103	121
	2015	34	27	61	38	129	167	18	118	136
NON STATUTAIRES CDI	2017	12	7	19	0	0	0	2	6	8
	2016	13	8	21	0	0	0	2	6	8
	2015	14	8	22	0	0	0	1	8	9
NON STATUTAIRES CDD	2017	2	1	3	0	0	0	0	0	0
	2016	1	1	2	0	0	0	0	0	0
	2015	5	2	7	0	0	0	1	1	2
EFFECTIF TOTAL	2017	35	28	63	31	105	136	18	110	128
	2016	35	29	64	30	123	153	20	109	129
	2015	53	37	90	38	129	167	20	127	147

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	68	229	297
	2016	69	246	315
	2015	90	274	364
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	14	13	27
	2016	15	14	29
	2015	15	16	31
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	2	1	3
	2016	1	1	2
	2015	6	3	9
EFFECTIF TOTAL	2017	84	243	327
	2016	85	261	346
	2015	111	293	404

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	41	136	120
	2016	41	153	121
	2015	61	167	136
NON STATUTAIRES CDI	2017	19	0	8
	2016	21	0	8
	2015	22	0	9
NON STATUTAIRES CDD	2017	3	0	0
	2016	2	0	0
	2015	7	0	2
EFFECTIF TOTAL	2017	63	136	128
	2016	64	153	129
	2015	90	167	147

		De 20 h à < 30 heures								
		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	27	70	97	77	395	472	18	258	276
	2016	22	81	103	59	396	455	18	303	321
	2015	30	143	173	70	473	543	17	285	302
NON STATUTAIRES CDI	2017	1	9	10	0	0	0	0	1	1
	2016	4	9	13	0	0	0	0	1	1
	2015	5	12	17	0	0	0	0	2	2
NON STATUTAIRES CDD	2017	1	0	1	0	0	0	0	0	0
	2016	0	1	1	0	0	0	0	0	0
	2015	2	0	2	0	0	0	0	4	4
EFFECTIF TOTAL	2017	29	79	108	77	395	472	18	259	277
	2016	26	91	117	59	396	455	18	304	322
	2015	37	155	192	70	473	543	17	291	308

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRES	2017	122	723	845
	2016	99	780	879
	2015	117	901	1 018
TOTAL NON STATUTAIRES CDI	2017	1	10	11
	2016	4	10	14
	2015	5	14	19
TOTAL NON STATUTAIRES CDD	2017	1	0	1
	2016	0	1	1
	2015	2	4	6
EFFECTIF TOTAL	2017	124	733	857
	2016	103	791	894
	2015	124	919	1 042

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRES	2017	97	472	276
	2016	103	455	321
	2015	173	543	302
NON STATUTAIRES CDI	2017	10	0	1
	2016	13	0	1
	2015	17	0	2
NON STATUTAIRES CDD	2017	1	0	0
	2016	1	0	0
	2015	2	0	4
EFFECTIF TOTAL	2017	108	472	277
	2016	117	455	322
	2015	192	543	308

		De 30 h à < 35 heures								
		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	39	80	119	189	594	783	23	175	198
	2016	51	74	125	211	671	882	28	235	263
	2015	175	357	532	253	773	1 026	35	243	278
NON STATUTAIRE CDI	2017	5	5	10	0	0	0	0	1	1
	2016	4	5	9	0	0	0	0	1	1
	2015	5	5	10	0	1	1	0	1	1
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0	0	1	1	1	2	3
	2016	1	0	1	0	1	1	0	2	2
	2015	1	0	1	0	4	4	0	1	1
EFFECTIF TOTAL	2017	44	85	129	189	595	784	24	178	202
	2016	56	79	135	211	672	883	28	238	266
	2015	181	362	543	253	778	1 031	35	245	280

		Total Hommes	Total Femmes	Total
TOTAL STATUTAIRE	2017	251	849	1 100
	2016	290	979	1 269
	2015	463	1 373	1 836
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	5	6	11
	2016	4	6	10
	2015	5	7	12
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	1	3	4
	2016	1	3	4
	2015	1	5	6
EFFECTIF TOTAL	2017	257	858	1 115
	2016	295	988	1 283
	2015	469	1 385	1 854

		Cadres	Maîtrise	Exécution
STATUTAIRE	2017	119	783	198
	2016	125	882	263
	2015	532	1 026	278
NON STATUTAIRE CDI	2017	10	0	1
	2016	9	0	1
	2015	10	1	1
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	1	3
	2016	1	1	2
	2015	1	4	1
EFFECTIF TOTAL	2017	129	784	202
	2016	135	883	266
	2015	543	1 031	280

#### 4.1.5. Nombre de salariés en réduction collective du temps de travail

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	239	157	396	938	1 065	2 003	212	56	268
	2016	273	165	438	941	1 086	2 027	173	59	232
	2015	864	597	1 461	1 003	1 247	2 249	174	73	247
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	239	157	396	938	1 065	2 003	212	56	268
	2016	273	165	438	941	1 086	2 027	173	59	232
	2015	864	597	1 461	1 003	1 247	2 249	174	73	247

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL STATUTAIRE	2017	1 039
2016	1 387		1 310	2 697
2015	2 040		1 916	3 957
TOTAL NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
TOTAL NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	1 389	1 278	2 667
	2016	1 387	1 310	2 697
	2015	2 040	1 916	3 957

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		STATUTAIRE	2017	396
2016	438		2 027	232
2015	1 461		2 249	247
NON STATUTAIRE CDI	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
NON STATUTAIRE CDD	2017	0	0	0
	2016	0	0	0
	2015	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	2017	396	2 003	268
	2016	438	2 027	232
	2015	1 461	2 249	247

#### 4.1.6. Nombre moyen de jours de congés annuels et congés d'ancienneté (non compris le repos compensateur) pour les statutaires

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRE	2017	26	25	26	24	24	24	23	23	23
	2016	26	25	25	24	24	24	23	23	23
	2015	25	24	25	25	25	25	23	25	24

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		TOTAL	2017	25
	2016	25	24	25
	2015	25	25	25

**Dotation** : 27 jours de congés annuels et, au titre de l'ancienneté, 1 jour supplémentaire par an à partir de 25 ans d'ancienneté (et ce, limité à 5 jour maximum).

#### 4.1.7. Nombre de jours fériés payés

		Total
		Nombre de jours fériés
	2016	8 jours fériés + 1 jour de fête locale
	2015	9 jours fériés + 1 jour de fête locale

## 4.2. ORGANISATION ET CONTENU DU TRAVAIL

#### 4.2.1. Nombre de salariés en services continus

		Cadres		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés en services continus	2017	1 318	100	1 418
	2016	1 324	96	1 420
	2015	1 377	105	1 482

		Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés en services continus	2017	4 093	107	4 200
	2016	4 114	100	4 214
	2015	4 233	93	4 326

		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés en services continus	2017	484	28	512
	2016	496	25	521
	2015	503	24	527

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		Nombre de salariés en services continus	2017	5 895
2016	5 934		221	6 155
2015	6 113		222	6 335

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		Nombre de salariés en services continus	2017	1 418
2016	1 420		4 214	521
2015	1 482		4 326	527

#### 4.2.2. Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans

		Cadres		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans	2017	291	1	292
	2016	336	0	336
	2015	361	0	361

		Maîtrise		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans	2017	797	9	806
	2016	869	9	878
	2015	972	13	985

		Exécution		
		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans	2017	40	1	41
	2016	39	2	41
	2015	42	0	42

		Total Hommes	Total Femmes	Total
		Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans	2017	1 128
2016	1 244		11	1 255
2015	1 375		13	1 388

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		Nombre de salariés en services continus de plus de 50 ans	2017	292
2016	336		878	41
2015	361		985	42

### 4.2.3. Personnel utilisé à des tâches répétitives

Selon la définition du travail à la chaîne au sens du décret du 10 mai 1976.  
Indicateur sans objet à EDF SA.

## 4.3. CONDITIONS PHYSIQUES DE TRAVAIL

### 4.3.1. Nombre de personnes exposées de façon habituelle et régulière à plus de 85 décibels à leur poste de travail

*Les chiffres présentés sont les chiffres restitués par les services de médecine du travail et représentent le nombre de salariés faisant l'objet d'une surveillance médicale renforcée au bruit. Il ne s'agit pas stricto sensu d'une réponse à la définition de l'indicateur du bilan social, le seuil de 85 dBA (85 DB en moyenne de 8 heures) étant la valeur seuil déclenchant l'action. L'indicateur réel devrait être proche de zéro.*

*Les chiffres mis à disposition du contrôle social sont révélateurs de l'engagement de l'Entreprise et de ses services médicaux dans la prévention et la surveillance de ce risque.*

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Nombre de personnes exposées de façon habituelle et régulière à plus de 85 décibels à leur poste de travail	2017	9 873	739	10 612
	2016	9 458	785	10 243
	2015	9 894	741	10 635

### 4.3.5. Nombre d'analyses de produits toxiques

Cet indicateur comptabilise le nombre de produits dont le danger est mesuré et référencé dans la liste nationale de référence EDF "Olimp". Parmi eux, **48** produits CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques).

L'augmentation du nombre de produits CMR entre 2014 et 2015 vient essentiellement de modifications d'étiquetage des produits en lien avec l'application du règlement Reach.

Nombre de produits référencés dans la liste national « Olimp »	2017	2 044
	2016	2 053
	2015	2 028

## 4.4. TRANSFORMATION DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

### 4.4.1. Expériences de transformation de l'organisation du travail en vue d'en améliorer le contenu

Nombre d'expérimentations	2017	-
	2016	-
	2015	-
Type d'expérimentations	2017	-
	2016	-
	2015	-

Cet indicateur est renseigné dans les bilans sociaux d'établissement.

## 4.6. MEDECINE DU TRAVAIL

### 4.6.1. Nombre d'examens cliniques

*Le nombre d'examens cliniques est en diminution depuis 2 ans en raison de l'application de la nouvelle périodicité réglementaire de 24 mois au lieu de 12 mois.*

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Surveillance médicale particulière	2017	31 421	6 353	37 774
	2016	34 007	5 853	39 860
	2015	32 976	6 089	39 065
Autres cas	2017	10 843	11 382	22 225
	2016	11 427	10 276	21 703
	2015	10 752	9 950	20 702

### 4.6.2. Nombre d'examens complémentaires

		Total Hommes	Total Femmes	Total
Surveillance médicale particulière	2017	81 214	13 026	94 240
	2016	80 351	11 750	92 101
	2015	81 727	11 749	93 476
Autres cas	2017	19 267	13 662	32 929
	2016	19 116	13 473	32 589
	2015	18 395	13 091	31 486

### 4.6.3. Part du temps consacré par les médecins du travail à l'analyse et à l'intervention en milieu de travail

Il est prévu que le médecin passe **33 %** de son temps sur le terrain.

## 4.7. TRAVAILLEURS INAPTES

### 4.7.1. Nombre de salariés déclarés définitivement inaptes à leur emploi par le médecin du travail

Services continus	2017	0
	2016	0
	2015	1
Autres	2017	0
	2016	2
	2015	3

### 4.7.2. Nombre de salariés reclassés dans l'Entreprise à la suite d'une inaptitude

Services continus	2017	0
	2016	0
	2015	0
Autres	2017	0
	2016	1
	2015	1

## **Avec plus de 4,4 millions d'heures de formation, 59 000 salariés formés et 9% de la masse salariale consacrée à la formation, EDF SA investit toujours de manière massive dans la formation de ses salariés.**

Les indicateurs formation 2017 témoignent d'un effort de formation conséquent en ligne avec les tendances historiques de la formation et le contexte de l'entreprise.

- **EDF SA a démontré son engagement en matière de formation de ses salariés.**

**Les valeurs clés sont à nouveau en 2017 à des niveaux élevés :**

- 4 422 630 heures de formation, ont été réalisées, majoritairement sur le plan de formation (84 % de l'effort de formation global), essentiellement dans la catégorie 1 du plan de formation consacrée à l'adaptation au poste au maintien ou à l'évolution dans l'emploi (81 % des heures totales) ;
- 59 000 salariés ont bénéficié d'au moins une action de formation, avec une moyenne de 7 participations par salariés formé. Le taux d'accès à la formation s'établit ainsi à 88,3 % sur les effectifs présents au 31/12 et 85,6 % sur les effectifs cumulés 2017. La durée moyenne de formation s'établit à près de 75 heures par salarié formé, soient environ 11 jours ;
- 369 M€ ont été dépensés au titre de la formation, soit 9 % de la masse salariale d'EDF SA, plaçant ainsi EDF SA parmi les entreprises qui investissent le plus massivement dans la formation en France.
- La dynamique de l'alternance se poursuit avec 2 152 nouveaux apprentis ou contrats de professionnalisation.

- **Des volumes globaux en fléchissement et un maintien des principaux indicateurs de la formation. Conformément à nos prévisions et en ligne avec la trajectoire amorcée en**

**2015, les valeurs clés de la formation sont à la baisse, sous les effets conjugués de la diminution des embauches, de la baisse des effectifs, des efforts de pilotage, de l'ingénierie pédagogique, du recours renforcé à la formation digitale et aux efforts de professionnalisation hors formation professionnelle continue :**

- Le volume total d'heures de formation décroît de 9 % entre 2016 et 2017 (contre 12,5 % entre 2015 et 2016) ; cette baisse du volume porte essentiellement sur la catégorie 1 du plan (-10 %), la catégorie 2 consacrée au développement des compétences reste stable ;
- Le nombre de salariés formés diminue lui aussi de 4 % entre 2016 et 2017, dans des proportions identiques à l'évolution 2015/2016. Le nombre d'heures de formation par salarié formé se tasse légèrement passant de 79,47 heures en 2015 à 74,9 en 2017. Pour autant, comme vu précédemment les taux d'accès restent stables dans le temps. De la même manière le nombre de participation totale augmente de 3 % ;
- Le pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation se rétracte très légèrement de 0,8 point par rapport à 2016, se maintenant à un niveau très élevé ;
- **Ces évolutions sont homogènes et se font sans rupture dans l'accès à la formation avec les années antérieures**

**Le dernier fait marquant tient dans l'absence totale de rupture des tendances historiques dans l'accès à la formation pour les différentes catégories de salariés :**

- L'accès à la formation, que ce soit sur le critère du sexe, du collègue ou de l'appartenance à une plage M3E est conforme aux années précédentes aussi bien sur la ventilation du nombre d'heures que sur celle du nombre de salariés formés ;
- La baisse des volumes globaux ne pèse sur aucune catégorie de personnel en particulier ; elle se répartit de manière homogène, aussi bien pour les heures que pour le nombre de salariés formés sur les différentes catégories de sexe, de collègue et de plage d'emploi.

## 5. FORMATION

Le champ de la formation professionnelle recouvre, et ce même avant le réforme de 2014, les heures réalisées au plan de formation, les contrats professionnels, le CIF, et les CPF. C'est sur ce périmètre qu'est réalisée la ventilation des heures du niveau national pour les indicateurs du chapitre 5.

### 5.1. FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

#### 5.1.1. Pourcentage de l'assiette des rémunérations soumises aux cotisations de sécurité sociale du régime général afférent à la formation continue

Pourcentage de l'assiette de rémunération concernant la formation continue	2017	8,99 %
	2016	9,79 %
	2015	10,80 %

#### 5.1.2. Montant consacré à la formation continue

	2017	2016	2015
Interne	235 398	257 720	278 323
Agréé Convention	99 871	113 818	129 767
Autres	34 099	36 085	33 283
<b>Total (en K euros)</b>	<b>369 368</b>	<b>407 624</b>	<b>441 373</b>

#### 5.1.3. Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage

		Cadres			Maîtrise			Exécution		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUTAIRES	2017	17 461	7 264	24 725	20 045	8 103	28 148	3 620	2 508	6 128
	2016	18 397	7 571	25 968	20 800	8 455	29 255	3 866	2 686	6 552
	2015	18 611	7 535	26 146	21 299	9 052	30 351	4 195	3 196	7 391

		Total Hommes	Total Femmes	Total
EFFECTIF TOTAL STATUTAIRES	2017	41 125	17 875	59 000
	2016	43 063	18 712	61 775
	2015	44 105	19 783	63 888

Un salarié ayant changé de collège au cours de l'année et effectuant un stage dans les deux collèges est compté 2 fois.

### 5.1.3 bis. Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage par plage M3E

		Hommes	Femmes	Total
PLAGE A	2017	1 375	539	1 914
	2016	1 449	559	2 008
	2015	1 460	567	2 027
PLAGE B	2017	2 631	1 160	3 790
	2016	2 730	1 165	3 895
	2015	2 825	1 156	3 981
PLAGE C	2017	6 892	2 853	9 745
	2016	6 923	2 779	9 702
	2015	6 849	2 714	9 563
PLAGE D	2017	5 021	2 257	7 278
	2016	5 298	2 463	7 761
	2015	5 687	2 543	8 230
PLAGE E	2017	3 476	493	3 970
	2016	3 477	506	3 983
	2015	3 510	537	4 047
PLAGE F	2017	7 240	3 106	10 346
	2016	7 354	3 264	10 618
	2015	7 439	3 397	10 836
PLAGE G	2017	7 601	3 158	10 759
	2016	7 989	3 417	11 406
	2015	8 448	3 775	12 223
PLAGE H	2017	2 705	1 578	4 283
	2016	2 850	1 773	4 623
	2015	3 087	2 020	5 107
PLAGE I	2017	0	2	2
	2016	0	8	8
	2015	0	15	15
SANS PLAGE	2017	4 185	2 728	6 913
	2016	3 989	2 700	6 689
	2015	4 800	3 059	7 859
EFFECTIF TOTAL STATUTAIRES	2017	41 127	17 873	59 000
	2016	42 059	18 634	60 693
	2015	44 105	19 783	63 888

#### 5.1.4. Nombre d'heures de formation

		Cadres	Maîtrise	Exécution
		Total	Total	Total
	2017	1 337 397	2 356 750	728 483
	2016	1 434 041	2 533 095	879 369
	2015	1 625 472	2 869 036	1 050 417

		Total Hommes	Total Femmes	Total
	2017	3 269 212	1 153 418	4 422 630
	2016	3 621 399	1 225 134	4 846 533
	2015	4 136 943	1 407 982	5 544 925

#### 5.1.4 bis. Nombre d'heures de formation par plage M3E

		TOTAL		
		Hommes	Femmes	Total
PLAGE A	2017	32 394	14 312	46 706
	2016	37 903	15 681	53 584
	2015	40 261	18 343	58 604
PLAGE B	2017	87 006	42 157	129 164
	2016	91 756	41 580	133 336
	2015	102 572	44 191	146 763
PLAGE C	2017	400 915	141 667	542 582
	2016	412 375	143 371	555 746
	2015	424 475	152 632	577 108
PLAGE D	2017	389 668	135 502	525 170
	2016	460 828	171 155	631 983
	2015	538 599	203 425	742 024
PLAGE E	2017	329 516	24 810	354 326
	2016	339 983	25 384	365 367
	2015	328 973	24 487	353 460
PLAGE F	2017	490 128	120 212	610 340
	2016	511 237	119 889	631 126
	2015	543 796	138 209	682 004
PLAGE G	2017	828 858	156 280	985 138
	2016	972 431	163 204	1 135 635
	2015	1 169 572	221 280	1 390 852
PLAGE H	2017	250 160	61 914	312 074
	2016	307 964	56 518	364 483
	2015	415 098	87 069	502 168
PLAGE I	2017	0	14	14
	2016	0	124	124
	2015	0	161	161
SANS PLAGE	2017	460 602	456 515	917 117
	2016	486 922	488 228	975 150
	2015	573 597	518 184	1 091 782
TOTAL	2017	3 269 247	1 153 383	4 422 630
	2016	3 621 399	1 225 134	4 846 533
	2015	4 136 943	1 407 982	5 544 925

NB : les sous-totaux plages C, F, H, sans plage, sont arrondis automatiquement par l'outil excel, ce qui explique l'écart d'une unité parfois constaté.

### 5.1.5. Décomposition par catégories (nombre de salariés)

(Un salarié peut avoir suivi plusieurs formations et être compté plusieurs fois)

		Hommes	Femmes	Total
Adaptation au poste ou évolution ou maintien dans l'emploi	2017	40 542	17 102	57 644
	2016	42 362	18 408	60 770
	2015	43 303	18 970	62 273
Développement des compétences	2017	369	176	545
	2016	427	188	616
	2015	409	190	599
Sans catégorie légale	2017	1 549	1 556	3 105
	2016	1 269	1 595	2 862
	2015	2 950	2 228	5 178
TOTAL	2017	42 460	18 834	61 294
	2016	44 058	20 191	64 248
	2015	46 662	21 388	68 050

## 5.2. CONGES FORMATION

### 5.2.1. Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé individuel de formation rémunéré

Il s'agit du nombre de dossiers acceptés par l'UNAGECIF dans l'année.

		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé de formation rémunéré	2017	84	100	184
	2016	31	27	58
	2015	47	64	111

### 5.2.2. Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé individuel de formation non rémunéré

		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé individuel de formation non rémunéré	2017	17	17	34
	2016	13	10	23
	2015	24	29	53

### 5.2.3. Nombre de salariés dont le congé individuel de formation a été refusé par l'UNAGECIF

		Hommes	Femmes	Total
Nombre de salariés dont le congé individuel de formation a été refusé par l'UNAGECIF	2017	7	8	15
	2016	3	1	4
	2015	0	0	0

## 5.3. ALTERNANCE

### 5.3.1. Nombre de contrats en alternance conclus dans l'année

		Hommes	Femmes	Total
Nombre de contrats d'apprentissage conclus dans l'année	2017	819	466	1 285
	2016	701	398	1 099
	2015	738	433	1 171
Nombre de contrats de professionnalisation conclus dans l'année	2017	360	507	867
	2016	320	526	846
	2015	412	574	986
TOTAL	2017	1 179	973	2 152
	2016	1 021	924	1 945
	2015	1 150	1 007	2 157

A noter : les chiffres correspondent aux nouveaux contrats conclus dont la date de début est comprise dans l'exercice, en comptabilisant les alternants toujours présents au 31 décembre de l'année de référence dans l'établissement.

## **Le dialogue social, une réalité complexe et multiple.**

### **Un dialogue largement développé dans les instances de concertation et par la négociation collective.**

*Issue de la loi de nationalisation et des dispositions du Statut national du personnel des IEG, EDF dispose, depuis 1946, de structures de concertation et de représentation du personnel, tant au niveau local qu'au niveau national. Ces structures ont fait l'objet d'aménagements concertés après les différentes lois de 1982 et 1983, la loi sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité du 10 février 2000, les décrets du 11 avril 2007 pris en application de la loi du 9 août 2004 ainsi que l'ordonnance du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique.*

Pour accompagner les transformations industrielles de l'Entreprise et contribuer au développement de ses collaborateurs, EDF pratique un dialogue social large à tous les niveaux de l'Entreprise, en s'appuyant sur les échanges dans le cadre des instances conventionnelles et de représentation du personnel et la négociation collective. De plus, 6 administrateurs représentant les salariés des entités du Groupe en France siègent au sein du Conseil d'Administration.

Jusqu'au 24 novembre 2016, la représentativité à EDF S.A. issue des élections professionnelles du 21 novembre 2013 était la suivante : CFDT 20,66%, CFE-CGC 23,35%, CGT 37,50%, CGT-FO 13,31%. A l'issue des élections professionnelles du 24 novembre 2016 la représentativité à EDF S.A. est : CFDT 21,38%, CFE-CGC 25,41%, CGT : 34,76%, CGT-FO 13,86%.

Pour la filière des IRP, les représentants du personnel sont informés et consultés à travers divers organismes : Comité Central d'Entreprise (18 séances et 57 sujets en 2017), Comités d'Etablissement (56), CHSCT (205), réunions avec les Délégués du Personnel (1 184 réunions en 2017), Commissions Secondaires du Personnel Collèges Exécution-Maîtrise et Cadre (508 réunions en 2017).

Le CCE s'est exprimé sur des projets importants de transformation des métiers, de l'Entreprise et du Groupe, comme le projet de création de la Direction Transformation et Efficacité Opérationnelle, la création de EDVANCE, la réorganisation de la DIPNN, le projet de nouveau modèle de la Direction Immobilier Groupe dit

PRIMMO, le projet de fermeture anticipée de la centrale de Fessenheim dans sa phase 1 : la demande d'abrogation d'autorisation d'exploiter. Dans le cadre d'un nouveau dialogue entre le CCE et le Conseil d'administration, le CCE s'est également exprimé sur les 3 consultations récurrentes de la Loi « Rebsamen » : Politique sociale de l'Entreprise, Situation économique et financière et orientations Stratégiques et ses conséquences sur l'emploi.

En 2017, le recours à la négociation collective a porté sur des thématiques récurrentes tels que l'égalité professionnelle femmes-hommes, des sujets innovants avec l'accord portant sur le parcours des mandatés représentatifs et/ou syndicaux et l'intéressement. Ainsi sur l'année 2017, au périmètre de l'Entreprise, 6 accords ou avenants majoritaires ont été signés.

Dans le cadre d'un dialogue social nourri, les instances informelles se sont réunies au niveau de l'Entreprise et des métiers. L'instance de concertation et de coordination de l'Entreprise (ICCE) a été l'occasion d'échanger sur les thèmes d'actualité, dossiers à enjeux, le plus en amont possible des mises en œuvre des projets, décisions, orientations ou politiques.

A la maille du Groupe EDF, le dialogue social a été principalement mis en œuvre au sein du Comité de Groupe France (sociétés filiales françaises représentées) et du Comité d'Entreprise Européen (12 pays d'implantation du Groupe en Europe) deux négociations ont été ouvertes en 2017, celle portant sur le renouvellement du Comité Groupe France et celle sur le nouvel accord Responsabilité Sociale d'Entreprise.

## 6. RELATIONS PROFESSIONNELLES

### 6.1. ORGANISMES NATIONAUX, REPRESENTANTS DU PERSONNEL ET DELEGUES SYNDICAUX

#### 6.1.1. Conseil d'administration

En application de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, EDF est administré par un Conseil d'Administration composé de trois à dix-huit membres, comprenant des membres nommés par l'Assemblée Générale, le cas échéant sur proposition de l'État conformément à l'article 6 de l'ordonnance, un Représentant de l'État choisi par le Ministre chargé de l'économie parmi les agents publics conformément à l'article 4 de l'ordonnance, et un tiers de représentants des salariés élus conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1983<sup>8</sup>.

Au 31 décembre 2017, le Conseil d'administration comprend dix-huit membres :

- onze administrateurs nommés par l'Assemblée Générale, dont cinq sur proposition de l'État<sup>9</sup> : Monsieur Jean-Bernard LEVY, Président-Directeur Général, Mesdames Marie-Christine LEPETIT, Colette LEWINER, Laurence PARISOT, Claire PEDINI et Michèle ROUSSEAU, Messieurs Olivier APPERT, Philippe CROUZET, Maurice GOURDAULT-MONTAGNE, Bruno LAFONT, Bruno LECHEVIN ;
- six administrateurs élus par les salariés : Mesdames Christine CHABAUTY, parrainée par la CGT et Marie-Hélène MEYLING, parrainée par la CFDT, Messieurs Jacky CHORIN, parrainé par FO, Christophe CUVILLIEZ, parrainé par la CGT, Jean-Paul RIGNAC, parrainé par la CGT, et Christian TAXIL, parrainé par la CFE-CGC ;
- un Représentant de l'État : Monsieur Martin VIAL.

Le Commissaire du Gouvernement<sup>10</sup>, le Chef de la mission de contrôle général économique et financier de l'État auprès de la Société<sup>11</sup> ainsi que le Secrétaire du Comité Central d'Entreprise assistent aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative. Toutefois, en application de l'article L. 311-5-7 du Code de l'énergie, le Commissaire du Gouvernement est informé des décisions d'investissement et peut s'opposer aux décisions dont la réalisation serait incompatible avec les objectifs du plan stratégique élaboré par la Société ou avec ceux de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

En application de la faculté accordée par l'ordonnance du 20 août 2014 précitée, l'Assemblée Générale des actionnaires d'EDF réunie le 21 novembre 2014 a modifié les statuts de la Société et réduit la durée du mandat des administrateurs à quatre ans. Par exception, les statuts prévoient que la durée du premier mandat des administrateurs représentant les salariés entré en vigueur après l'Assemblée Générale du 21 novembre 2014 sera de cinq ans et que la durée du mandat des administrateurs nommés par l'Assemblée Générale du 21 novembre 2014 prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

<sup>8</sup> Les représentants des salariés mentionnés au I de l'article 7 de l'ordonnance du 20 août 2014 sont soumis, pour leur élection et leur statut, aux dispositions des chapitres II et III du titre II de la loi du 26 juillet 1983.

<sup>9</sup> Mmes LEPETIT et ROUSSEAU et MM APPERT, GOURDAULT-MONTAGNE, LECHEVIN, ont été nommés sur proposition de l'Etat.

<sup>10</sup> Article 15 de l'ordonnance du 20 août 2014.

<sup>11</sup> Cette mission exerce le contrôle économique et financier de l'État auprès d'EDF, conformément à l'article 8 du décret n° 55-733 du 26 mai 1955.

## 6.1.2. Participation et résultats aux élections de représentants du personnel

Pour rappel, dans la branche professionnelle des IEG, les premières élections des représentants du personnel d'IRP conformes au droit commun ont eu lieu le 29 novembre 2007, en application de la loi du 9 août 2004 et des décrets du 11 avril 2007.

Depuis la loi du 20 août 2008, toutes les organisations syndicales répondant aux critères fixés par la loi peuvent présenter des candidats au 1<sup>er</sup> tour. Cette loi établit qu'une organisation syndicale est représentative dans l'Entreprise dès lors qu'elle a recueilli au moins 10 % des suffrages valablement exprimés au 1<sup>er</sup> tour des élections.

Les dernières élections des membres des comités d'établissements (CE) et les délégués du personnel se sont tenues, par voie électronique, le 24 novembre 2016.

La participation des salariés et les résultats en termes de représentativité syndicale sur le périmètre d'EDF SA ont été les suivants :

### Participation

	Inscrits	Votants	Blanc ou nul	Suffrages Exprimés	Taux de participation
<b>EDF SA</b>	<b>69 174</b>	<b>50 579</b>	<b>1 742</b>	<b>48 837</b>	<b>73,12 %</b>
<b>Exécution</b>	<b>6 770</b>	<b>4 686</b>	<b>257</b>	<b>4 429</b>	<b>69,22 %</b>
<b>Maîtrise</b>	<b>31 661</b>	<b>24 129</b>	<b>882</b>	<b>23 247</b>	<b>76,21 %</b>
<b>Cadres</b>	<b>30 743</b>	<b>21 764</b>	<b>603</b>	<b>21 161</b>	<b>70,79 %</b>

### Répartition des suffrages exprimés

		CFDT	CFE - CGC	CFTC	CGT	FO Energies et Mines	Union Syndicale Solidaire (SUD)	Autres
<b>EDF SA</b>	<b>Suffrages</b>	<b>10 441</b>	<b>12 409,40</b>	<b>298</b>	<b>16 974</b>	<b>6 770</b>	<b>1 277</b>	<b>667,60</b>
	<b>Pourcentage</b>	<b>21,38 %</b>	<b>25,41 %</b>	<b>0,61 %</b>	<b>34,76 %</b>	<b>13,86 %</b>	<b>2,61 %</b>	<b>1,37 %</b>
<b>Exécution</b>	<b>Suffrages</b>	<b>685</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>2 507</b>	<b>790</b>	<b>153</b>	<b>277</b>
	<b>Pourcentage</b>	<b>15,47 %</b>	<b>0,00 %</b>	<b>0,38 %</b>	<b>56,60 %</b>	<b>17,84 %</b>	<b>3,45 %</b>	<b>6,25 %</b>
<b>Maîtrise</b>	<b>Suffrages</b>	<b>4 318</b>	<b>2 828,35</b>	<b>76</b>	<b>10 880</b>	<b>4 046</b>	<b>787</b>	<b>311,65</b>
	<b>Pourcentage</b>	<b>18,57 %</b>	<b>12,17 %</b>	<b>0,33 %</b>	<b>46,80 %</b>	<b>17,40 %</b>	<b>3,39 %</b>	<b>1,35 %</b>
<b>Cadres</b>	<b>Suffrages</b>	<b>5 438</b>	<b>9 581,05</b>	<b>205</b>	<b>3 587</b>	<b>1 934</b>	<b>337</b>	<b>78,95</b>
	<b>Pourcentage</b>	<b>25,70 %</b>	<b>45,28 %</b>	<b>0,97 %</b>	<b>16,95 %</b>	<b>9,14 %</b>	<b>1,59 %</b>	<b>0,38 %</b>

### 6.1.3. Volume global des crédits d'heures utilisés pendant l'année

		Hommes	Femmes	Total
Fonctions représentatives	2017	297 085	79 584	376 669
	2016	295 748	70 025	365 772
	2015	312 110	75 718	387 828
Délégués syndicaux	2017	394 579	146 350	540 929
	2016	455 583	155 192	610 775
	2015	429 794	155 642	585 436
TOTAL	2017	691 664	225 934	917 598
	2016	751 331	225 217	976 548
	2015	741 904	231 361	973 265

### 6.1.4. Nombre de réunions avec les représentants du personnel et les délégués syndicaux

**IRP et organismes locaux : nombre de réunions** de Commissions Secondaires du Personnel, de Comités d'établissement, de délégués du personnel et de délégués syndicaux.

CSP + CSP Cadres (+ 9)	2017	508
	2016	533
	2015	524
CE	2017	780
	2016	773
	2015	751
DP	2017	1 184
	2016	1 251
	2015	1 215
DS	2017	3 756
	2016	4 095
	2015	4 132
TOTAL	2017	6 228

### COMITE CENTRAL D'ENTREPRISE

Créé en février 2008 (première réunion le 07/02/2008) et installé depuis le 15 mars 2011 (mandature 2011-2013), le CCE d'EDF SA est composé de 20 membres titulaires et 20 membres suppléants.

Quatre représentants syndicaux, désignés par chacune des organisations syndicales représentatives, y siègent également avec voix consultatives. Les délégations peuvent faire appel à des experts (un par dossier et par délégation).

Le CCE est présidé par un représentant de la direction par délégation du Président Directeur Général.

Depuis le 16 mars 2017, date de son installation dans la mandature 2017-2020, suite aux élections professionnelles du 24 novembre 2016, le CCE se compose comme suit :

- CGT : 11 titulaires, 11 suppléants et 1 représentant syndical ;
- CFE-CGC : 5 titulaires, 5 suppléants et 1 représentant syndical ;
- CFDT : 3 titulaires, 3 suppléants et 1 représentant syndical ;
- FO : 1 titulaire, 1 suppléant et 1 représentant syndical.

**En 2017, le CCE a tenu 18 séances** au cours desquelles **57 sujets** ont été présentés pour avis ou pour information. L'instance s'est exprimée sur les 3 consultations récurrentes dites « Rebsamen » politique sociale d'entreprise, situation économique et financière et en fin d'année le dossier orientations stratégiques et ses conséquences sur l'emploi. Le CCE a également été consulté sur de nombreux projets de transformations des métiers et de l'entreprise, tels que le projet de création de la Direction Transformation et Efficacité Opérationnelle, la création de EDVANCE, la Réorganisation de la DIPNN, le projet du nouveau modèle de la DIG dit PRIMMO, le projet de fermeture anticipée de la centrale de Fessenheim dans sa phase 1 : la demande d'abrogation d'autorisation d'exploiter.

### **6.1.5. Dates de signature et objets des accords collectifs EDF SA 2017, 2016 & 2015**

#### **Accords signés en 2017**

**21/04/2017** : Avenant n° 2 portant révision de l'accord EDF SA relatif à la reconnaissance du caractère itinérant de certains métiers du 13 juillet 2010

**20/06/2017** : Accord 2017-2020 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes à EDF SA

**29/06/2017** : Accord collectif relatif à l'intéressement d'EDF SA 2017-2019

**29/06/2017** : Accord collectif relatif aux contributions d'EDF SA au PEG et au PERCO pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018

**25/07/2017** : Accord collectif relatif au «parcours des salariés exerçant des mandats représentatifs et/ou syndicaux»

**20/12/2017** : Avenant n°3 à l'Accord du 18 janvier 2008, relatif à la mise en place des délégués syndicaux et à l'exercice du droit syndical à EDF SA

## **Accords signés en 2016**

**22/01/2016** : Avenant n° 17 à l'accord du 29 novembre 2004 portant règlement du Plan d'Épargne Groupe EDF (PEG)

**22/01/2016** : Avenant N° 2 à l'accord d'intéressement d'EDF SA 2014-2016

**22/01/2016** : Avenant n° 1 au règlement du Plan d'Épargne pour la Retraite Collectif du Groupe EDF (PERCO)

**22/02/2016** : Accord collectif relatif au télétravail à EDF SA

**22/02/2016** : Accord catégoriel portant sur l'organisation du temps de travail des cadres

**11/03/2016** : Accord collectif autorisant le recours au vote électronique pour les élections des CE & DP d'EDF SA du 24/11/2016

**19/04/2016** : Avenant n° 4 portant révision de l'accord EDF SA relatif au CET du 02/04/2008

**18/05/2016** : Avenant n° 2 à l'accord collectif relatif aux modalités de financement à EDF SA du régime de retraite supplémentaire du Groupe EDF du 12 décembre 2008

**07/06/2016** : Accord 2016-2018 d'EDF SA pour l'égalité des chances et l'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap, en date du 7 juin 2016

**14/06/2016** : Avenant 2016 à l'accord d'intéressement d'EDF SA 2014-2016

**28/06/2016** : Protocole d'accord préélectoral en vue des élections des représentants du personnel des CE et des DP d'EDF SA - Scrutin du 24 novembre 2016

**08/07/2016** : Accord Améliorer le fonctionnement et les conditions de travail des équipes au quotidien, pour plus de qualité de vie au travail et de performance des organisations, en date du 8 juillet 2016

**17/10/2016** : Accord de prorogation des mandats des membres élus et des représentants syndicaux au CCE d'EDF SA

**28/10/2016** : Accord collectif relatif aux Compétences à EDF SA 2016-2019

**16/11/2016** : Avenant n° 5 portant révision de l'accord EDF SA relatif au compte épargne temps du 2 avril 2008

**20/12/2016** : Accord collectif relatif aux « modalités d'organisation par vote électronique de l'élection des représentants du personnel au Comité Central d'Entreprise d'EDF SA »

**21/12/2016** : Accord préélectoral relatif à l'élection des représentants au Comité Central d'Entreprise d'EDF SA du 9 mars 2017

### **Accords signés en 2015**

**24/03/2015** : Accord relatif à la configuration du Groupe France EDF pour le renouvellement du Comité de Groupe, Années 2015 - 2018

**02/06/2015** : Avenant de révision partielle de l'accord relatif au Comité Européen d'Entreprise du Groupe EDF du 14 novembre 2001

**12/06/2015** : Avenant de révision 2015 à l'Accord d'intéressement d'EDF SA 2014-2016

**23/12/2015** : Accord collectif de la Direction SEI portant « sur les parcours professionnels et mesures sociales répondant au contexte insulaire »

### **6.1.6. Nombre de personnes bénéficiaires d'un congé de formation économique sociale et syndicale**

		Hommes	Femmes	Total
Rémunéré à 75%	2017	127	37	164
	2016	68	17	85
	2015	89	37	126
Rémunéré à 100%	2017	773	310	1 083
	2016	520	190	709
	2015	675	290	965

## **6.2. INFORMATION ET COMMUNICATION**

### **6.2.1. Nombre d'heures consacrées aux différentes formes de réunion du personnel**

		Hommes	Femmes	Total
Nombre d'heures consacrées aux différentes formes de réunion du personnel	2017	33 809	8 408	42 217
	2016	23 175	8 003	31 178
	2015	25 018	8 915	33 933

## **6.2.2. Éléments caractéristiques du système d'accueil**

L'intégration et la fidélisation des nouveaux embauchés est un enjeu important pour le Groupe EDF qui a massivement recruté ces dernières années pour renouveler ses compétences. En France, le programme d'intégration et de fidélisation des nouveaux embauchés est organisé sur 4 ans : intégration dans l'unité d'embauche en année 1, puis au niveau du métier ou de la société en année 2, suivie parfois d'une intégration régionale en année 3. Pour les cadres, un quatrième niveau d'intégration intervient en année 4, avec leur participation à 2days2gether, événement portant sur les enjeux stratégiques et valorisant les parcours dans les sociétés du Groupe. En 2017, la 7<sup>e</sup> édition de 2days2gether a rassemblé plus de 1 200 participants issus de toutes les entités du Groupe, au Palais des Congrès de Bordeaux.

Par ailleurs, chacune des 16 Académies des métiers est chargée de définir les modalités d'intégration et de professionnalisation des nouveaux arrivants sur son périmètre. Ces modalités, qui allient souvent transfert de compétences et mise en réseau, varient selon les entités et les populations concernées et peuvent aller jusqu'à plusieurs mois de formation, à l'image du parcours « Savoirs communs », axé sur l'acquisition de la culture nucléaire.

En complément, une gamme de produits et de services RH est mise à disposition des nouveaux embauchés : mails d'accueil, « to do list » d'arrivée, abécédaire pour décrypter les sigles, vidéo « ma 1<sup>ère</sup> journée à EDF », etc. En 2017, la DRH Groupe a également poursuivi le déploiement de Duel Quiz Pro, une application mobile, ludique et pédagogique pour enrichir la culture Groupe des nouveaux embauchés et leur permettre d'acquérir les fondamentaux du secteur de l'énergie.

## **6.2.3. Éléments caractéristiques du système d'information**

Désormais totalement intégré dans l'environnement de travail des salariés du Groupe, le réseau social de l'Entreprise « Vivre EDF on line » (VEOL) voit son audience progresser avec près de 115 000 visiteurs uniques en moyenne chaque mois et près de 340 communautés actives. Parmi celles-ci, la communauté RH est la plus visitée (jusqu'à 55 000 visiteurs uniques par mois) avec un haut niveau de satisfaction sur la qualité et la tonalité des sujets traités.

Un magazine « corporate » bimestriel, une « newsletter » internationale en 5 langues et une « newsletter » hebdomadaire complètent ce dispositif éditorial interne.

Dans le cadre de l'un des 5 axes de son Ambition humaine, l'entreprise participe à la diffusion de la culture numérique auprès des salariés (mise à disposition du Passeport numérique, seconde campagne de communication interne #TousNumériques, déploiement de Lync, etc.). Elle déploie régulièrement de nouveaux e-services pour rendre les salariés acteurs de leur gestion RH (obtention « robotisée » d'attestations, mise à jour des coordonnées bancaires, mise à disposition d'un coffre-fort numérique permettant entre autre de stocker la fiche de paie digitalisée, accès aux données épargne salariale, formation et entretien annuel depuis « Ma situation RH », nouvelle fiche profil inspirée de LinkedIn sur VEOL, etc.) et poursuit la digitalisation des processus RH (parcours digital du manager, etc.), dans le cadre d'un ambitieux projet de refonte du SIRH, lancé en 2016. La DRH met également à disposition des

salariés une e-boutique comportant 20 guides et 17 fiches pratiques digitalisés sur les principales thématiques RH.

Les principaux supports de communication sont rendus accessibles aux malvoyants et aux malentendants.

#### **6.2.4. Eléments caractéristiques du système d'entretiens individuels**

Il existe deux grands types d'entretien à EDF SA : les entretiens annuels de progrès et les entretiens professionnels.

- L'Entretien Annuel de Progrès (EAP) permet notamment de faire le bilan de l'activité du salarié, de ses objectifs et d'évaluer sa performance et son professionnalisme.
- L'entretien professionnel est l'occasion de faire le point avec chaque salarié sur son projet et son évolution professionnelle, sa professionnalisation et ses besoins en formation, dans l'emploi actuel ou en préparation d'un futur emploi.

La mise en œuvre de l'accord Compétences du 28 octobre 2016 permet de réaffirmer le rôle de l'entretien professionnel. Ainsi, alors que la loi du 5 mars 2014 prévoit qu'un entretien professionnel soit organisé tous les deux ans pour chaque salarié, EDF SA programme un entretien professionnel tous les ans, pour chaque salarié présent, et ce quel que soit son statut (CDI statutaire ou non statutaire, CDD, contrats de professionnalisation et contrats d'apprentissage).

Afin d'accompagner les salariés dans la durée, une trame d'entretien professionnel harmonisée est également déployée pour l'ensemble des directions d'EDF SA.

Par ailleurs, plusieurs outils d'aide à la préparation des entretiens professionnels sont disponibles, sous l'intranet de l'entreprise, pour les salariés comme pour leurs managers, avec notamment pour ces derniers un « serious game » pour leur mettre en main les outils et postures de l'entretien professionnel.

Enfin, dans le prolongement de l'entretien professionnel, depuis septembre 2017, est mise à disposition des salariés l'offre d'accompagnement des parcours « multi modalités » proposant plusieurs services dont la mise en ligne d'un espace unique dédié aux parcours professionnels, à la mobilité et à la formation structurée autour de 4 grandes étapes : « Je fais connaître mes compétences », « Je réfléchis à mon projet professionnel », « J'ai décidé de changer d'emploi », « Je cherche une formation et j'y participe ». Managers et salariés sont incités à utiliser cette communauté pour préparer les entretiens professionnels chaque année.

## 6.3. DIFFERENDS CONCERNANT L'APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL

### 6.3.1. Nombre de recours à des modes de solution non juridictionnels engagés dans l'année (EDF et Mixtes)

Classement - avancement	2017	9
	2016	18
	2015	22
Discipline	2017	15
	2016	10
	2015	13
Autres (Expertise médicale – Article 22 – Recours amiable...)	2017	24
	2016	32
	2015	27

### 6.3.2. Nombre d'instances judiciaires engagées dans l'année où l'Entreprise est en cause (EDF et Mixtes)

Classement	2017	3
	2016	13
	2015	9
Requête sanction disciplinaire	2017	3
	2016	6
	2015	7
Autres (Expertise médicale – Article 22 – Recours amiable...)	2017	33
	2016	35
	2015	35

### 6.3.3. Nombre de mises en demeure et nombre de procès verbaux de l'inspecteur du travail pendant l'année (EDF et Mixtes)

Nombre de mises en demeure et de procès verbaux émis par l'inspecteur du travail	2017	1
	2016	4
	2015	5

# AUTRES CONDITIONS DE VIE RELEVANT DE L'ENTREPRISE

7

**Une part importante des dépenses réalisées par l'Entreprise est consacrée aux activités sociales,  
au logement, au transport et à la restauration.**

## 7. AUTRES CONDITIONS DE VIE RELEVANT DE L'ENTREPRISE

### 7.1. ACTIVITES SOCIALES

#### 7.1.1. Contribution au financement des activités sociales

Il s'agit du prélèvement de 1% sur les recettes prévues à l'article 25 alinéa 4 du Statut national du personnel des IEG.

		en K€
Contribution au financement des activités sociales	2017	187 690 + 11 800 *
	2016	182 671
	2015	200 623

\* Dans le cadre de la transition entre l'ancien et le nouveau dispositif de financement des activités sociales, une contribution supplémentaire est versée aux organismes sociaux au titre des années 2016 à 2020.

Le versement de la contribution 2017 était soumis à la signature de la convention cadre restauration méridienne qui est intervenue le 13 novembre 2017. Le montant de cette contribution exceptionnelle s'élève pour EDF SA à 11 800 212,39 euros.

Le financement des activités sociales est désormais assuré par le versement de contributions de base par toutes les entreprises de la Branche IEG, différencié selon leurs effectifs.

Pour les entreprises de 1 000 salariés statutaires et plus, elle est définie en fonction des volumes moyennés N-2, N-3, N-4 d'électricité ou de gaz produits, transportés distribués ou commercialisés, multipliés par des coefficients forfaitaires par segment en euros par gigawattheure. Une décision de raccordement vient en complément de 2016 à 2020.

#### 7.1.2. Autres dépenses réalisées directement par l'Entreprise

(outre celles dénombrées dans l'indicateur 711)

Il s'agit des dépenses de transport, de restauration, des charges sociales des CAS – CCAS, de logement, de frais de déménagement et de charges sociales CESU définies comme suit :

- Transport : prime de transport région parisienne, versement de la taxe sur les transports ;
- Restauration : contribution aux dépenses de fonctionnement des cantines et restaurants ;
- Participation aux charges sociales des CAS et CCAS : charges fiscales et sociales des salariés mis à disposition des CAS et de la CCAS. Le montant indiqué comprend à la fois des coûts supportés directement par EDF SA et des coûts facturés par ERDF, y compris relatifs à d'autres dispositions de branche, tels que la médecine de contrôle.
- Logement : participation légale des employeurs à l'effort de construction, cotisation au Fonds National d'Aide au Logement, charges financières sur les prêts accession à la propriété, AIL, aide à l'accès au logement des jeunes embauchés.
- Frais de déménagement : prise en charge des frais de déménagement du personnel ;
- Charges sociales CESU : charges sociales afférentes au CESU Petite enfance préfinancé par EDF SA.

	en K€		
	2017	2016	2015
Transport	69 970	70 121	67 990
Restauration	25 823	29 083	29 303
Charges sociales CAS - CCAS	15 964	11 055	11 585
Logement	46 003	46 923	46 675
Frais de déménagement	6 951	6 377	7 058
Charges sociales CESU préfinancé par EDF SA	4 641	4 572	4 331
<b>TOTAL</b>	<b>169 352</b>	<b>168 131</b>	<b>166 942</b>
	En K€		
	2017	2016	2015
Montant des intérêts encaissés sur prêts	63 971	80 257	96 977
<b>Nombre de prêts</b>	<b>248</b>	<b>271</b>	<b>300</b>

En K€	2017		2016		2015	
	Montants versés	Nombre bénéficiaires	Montants versés	Nombre bénéficiaires	Montants versés	Nombre bénéficiaires
AIL 1991 (177)	221	52	62	80	646	102
AIL naturelle (M07)	60 156	8 790	62 315	9 096	62 652	9 203
AIL encouragée (M08)	7 274	844	6 412	764	6 207	764
AIL prioritaire (M09)	1 085	190	936	182	983	203
<b>TOTAL</b>	<b>68 736</b>	<b>9 876</b>	<b>69 725</b>	<b>10 122</b>	<b>70 488</b>	<b>10 272</b>
Aide logement Jeunes embauchés (68C)	2 123	1 388	3 141	1 856	6 333	2 788
Ind installation jeune salarié (439)	1 036	308	1 078	323	2 522	808
<b>TOTAL</b>	<b>3 159</b>	<b>1 696</b>	<b>4 219</b>	<b>2 179</b>	<b>8 855</b>	<b>3 596</b>
Ind habitat rapproché (179)	3 050	1 186	4 400	1 537	3 604	1 418

Les différentes catégories d'aides au logement « 1991 et autres » relèvent de la DP 20-159 qui en fixe les règles.

**Rubrique 68C** : relève de l'accord logement EDF SA de juin 2009 et n'est ouverte qu'aux salariés statutaires entrés sans expérience professionnelle qui remplissent la condition logement.

**Rubrique 439** : relève d'un texte commun aux IEG (DP 20-158) et est versée à tous les salariés statutaires qui remplissent la condition logement.

Ces deux aides peuvent se cumuler pour les collègues non cadre.

**Rubrique 179** : relève de textes spécifiques à des divisions ex.DPI

### 7.1.3. Montant total des subventions versées aux Comités d'Etablissement EDF SA

(montant 0,2 % versé de la masse salariale en vertu de l'article L2325-43 du Code du Travail)

		en K€
Montant total des subventions versées aux Comités d'Etablissement EDF SA (0,2 %)	2017 2016	7 886 8 031

## 7.2. AUTRES CHARGES SOCIALES

### 7.2.1. Coût pour l'Entreprise des prestations complémentaires maladie et décès

Cet indicateur comprend la cotisation patronale CAS et les indemnités de secours immédiat versées jusqu'au 31 mars 2013. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013, les indemnités de secours immédiat relèvent de la CNIEG.

		En K€
Coût pour l'Entreprise des prestations complémentaires (maladie, décès)	2017	60 038
	2016	59 933
	2015	76 868

### 7.2.2. Coût pour l'Entreprise des prestations complémentaires vieillesse

Cet indicateur comprend les coûts suivants :

- coût des services rendus (au titre des droits futurs spécifiques) ;
- coût des droits spécifiques passés ;
- coût pour l'Entreprise des cotisations aux régimes de droit commun.

				En K€		
				2017	2016	2015
TOTAL				1 389 562	1 384 967	1 370 578

#### 7.2.4. Coût pour l'Entreprise de l'utilisation du Compte Personnel de Prévention de la Pénibilité

Créé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) repose sur l'identification par l'employeur des salariés pour lesquels l'exposition à un ou plusieurs facteurs dépasse des seuils annuels prédéfinis. Il doit permettre aux salariés exposés à des conditions de travail pénibles d'acquérir des points qui pourront servir à réduire voire supprimer les conditions de travail pénibles par le biais de formations, d'un passage à temps partiel indemnisé ou d'un départ à la retraite anticipé.

**Les dépenses au titre de l'utilisation du compte pénibilité sont prises en charge par un fonds financé par les cotisations des Entreprises. C'est la cotisation individuelle patronale pénibilité.**

**A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017, le « Compte Personnel Prévention de la Pénibilité (C3P) » devient le « Compte Professionnel de Prévention (C2P) » suite à l'ordonnance n°2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la « prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention »)**

		En K€
Coût pour l'Entreprise de l'utilisation du compte personnel de prévention de la pénibilité	2017	-
	2016	-